

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 17 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°105 ■

RÉSERVES DE CHANGE

66,14 milliards de dollars à fin mars 2023

La Banque d'Algérie (BA) a fait savoir que le niveau des réserves de change de l'Algérie a atteint 66,14 milliards de dollars à fin mars 2023 contre 60,99 milliards de dollars à fin décembre 2022. En effet, les réserves de change sont en courbe ascendante ces derniers mois, suite notamment à la hausse des exportations et le recul des importations.

P 3



À la plus grande foire commerciale de Chine
Les exportateurs s'inquiètent de l'économie mondiale

P 11

Automobile

Fiat Algérie annonce une baisse des prix de ses véhicules

Bonne nouvelle pour les Algériens. Les prix de véhicules de marque italienne « Fiat » connaîtront une baisse. L'annonce a été faite, ce dimanche, par « Fiat Algérie » dans un communiqué. Le concessionnaire de la marque italienne, qui a lancé officiellement le 19 mars dernier en Algérie, indique avoir obtenu le label d'origine Europe (EUR 1) pour ses usines européennes.

P2

Energie solaire

L'Algérie accélère le pas

En lançant un nouvel appel d'offres de 2000MW en novembre 2023, l'Algérie veut accélérer la cadence dans l'énergie solaire. Le programme national des EnR prévoit la réalisation de 15.000 MW à l'horizon 2035.

P 5

Médiateur de la République 30 000 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

Le Médiateur de la République, Abdelmadjid Amor, a affirmé que plus de 30 000 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique à travers les différentes régions du pays, et ce, dans le cadre du programme national de raccordement des exploitations agricoles à cette énergie.

P 3

Suivi et gestion des crédits

Lancement fin juin d'une plateforme numérique

P3

Élargissement des BRICS

Le groupe définira les critères d'adhésion

P5

Situation économique du Maroc

71% des chefs d'entreprises anticipent un ralentissement de la croissance

P 8

AMÉNAGEMENT DU LITTORAL

Convention entre l'ENSSMAL et une start-up pour la réalisation de simulateurs 3D immersifs

Une convention pour la mise en place d'une "alliance stratégique" entre l'École nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL) et la start-up algérienne digi-rootsXR, sera signée mardi et permettra de réaliser conjointement des "travaux innovants de simulateurs 3D immersifs", indique dimanche un communiqué de l'ENSSMAL.

"Cette convention, pionnière à plusieurs titres, porte sur la conception et la réalisation conjointe de travaux innovants de simulateurs 3D immersifs destinés à servir de support pédagogique aux étudiants des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral", précise le communiqué.

La signature du document sera l'occasion aussi de présenter le produit "ENSSMAL Virtual Biovision" aux enseignants et étudiants de l'école, selon la même source.

La convention revêt un caractère pionnier, d'abord au plan national, car il s'agit de la "première alliance stratégique de cet ordre signée entre une école supérieure et une start-up algérienne". Ensuite, au plan international, l'ENSSMAL Virtual Biovision est un concept innovant qui fait de l'ENSSMAL un "acteur privilégié en matière de création de contenu multimédia technologique qui lui est propre sur le continent africain et dans la région MENA", souligne le communiqué.

Imaginé par l'équipe de l'ENSSMAL et réalisé par la start-up digi-rootsXR, le premier prototype issu de cette alliance stratégique intitulé "virtual-biovision - habitat explorer", est "un des premiers projets dans le monde qui intègre la technique de la réalité virtuelle comme outil d'apprentissage".

Le projet offre aux étudiants un "support pédagogique, avec casque de réalité virtuelle en mode immersion, pour découvrir, comme s'ils y étaient, l'écosystème marin et ses principales composantes", ajoute le communiqué. R.E.

FESTIVITÉS DE CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE DU SAVOIR AU CDTA À ALGER

Le ministre de l'Economie de la connaissance y prend part

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid a pris part, samedi, aux festivités marquant la célébration de la Journée du Savoir, organisées au Centre du développement des technologies avancées à Baba Hassen (Alger), indique un communiqué du ministère.

M. Oualid qui prend part à ces festivités, à l'invitation du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a visité, en compagnie de membres du Gouvernement et du Conseiller du président de la République chargé de l'Education et de l'Enseignement supérieur, Noureddine Ghouali, nombre de start-up leaders dans diverses spécialités et s'est entretenu de plusieurs projets algériens innovants.

Au programme des festivités, figure une conférence du Pr Tayeb Denidni de l'Université de Montréal (Canada) sur l'intelligence artificielle dans le domaine des télécommunications, intitulée "Intelligence Artificielle: Enjeux et Perspectives".

L'événement a été l'occasion d'honorer des incubateurs ayant fait un excellent travail d'accompagnement des startups, ainsi que nombre de chercheurs qui ont brillé dans plusieurs domaines, a conclu le communiqué. R.E.

AUTOMOBILE

Fiat Algérie annonce une baisse des prix de ses véhicules

Bonne nouvelle pour les Algériens. Les prix de véhicules de marque italienne « Fiat » connaîtront une baisse. L'annonce a été faite ce dimanche par Fiat Algérie dans un communiqué.

Par Slimane T

Le concessionnaire de la marque italienne, qui a lancé officiellement le 19 mars dernier en Algérie, indique avoir obtenu le label d'origine Europe (EUR 1) pour ses usines européennes. L'obtention de ce label permet à Fiat d'accéder à des « droits de douane plus avantageux », selon le communiqué de Fiat Algérie. Le constructeur italien, qui fait partie du groupe Stellantis, affirme avoir « décidé de faire bénéficier ses clients de cet avantage ». Concrètement, la Fiat 500 hybride s'affiche au prix de 2,38 millions de dinars (TTC) au lieu de 2,638 millions de dinars, la Fiat 500 x voit son prix passer de 3,790 mil-

lions de dinars à 3,435 millions de dinars, soit une baisse de 355.000 dinars. Pour l'utilitaire Fiat Doblo, son nouveau prix est de 3,178 millions de dinars contre 3,259 millions de dinars précédemment. Pour le Fiat Scudo, son prix passe de 3,97 millions de dinars à 3,825 millions de dinars alors que le Fiat Ducato est proposé désormais à 4,019 millions de dinars contre 4,12 millions de dinars au lancement de la marque en Algérie. Seule la Fiat Tipo n'est pas concernée par cette baisse des prix. Fiat Algérie qui ne donne pas les raisons, explique que les nouveaux prix de ses modèles bénéficieront à « l'ensemble de ses clients », y compris à titre « rétroactif pour ceux qui ont déjà effectué des commandes, depuis le début de la commercialisation des véhicules de la marque en Algérie, le 21 mars dernier ». Cet avantage bénéficiera à l'ensemble des clients de Fiat El Dja-

zaïr, y compris à titre rétroactif pour ceux qui ont déjà effectué des commandes, depuis le début de la commercialisation des véhicules de la marque en Algérie, le 21 mars dernier. FIAT ainsi que l'ensemble de son réseau de distribution sont mobilisés pour répondre à la demande des nombreux clients dans les meilleures conditions.

Depuis l'annonce de son retour en Algérie, le 19 mars dernier, la marque Fiat connaît un engouement singulier auprès des clients algériens qui s'est illustré par un nombre record de 150.000 visiteurs.

FIAT a tout de suite séduit les automobilistes algériens, grâce à sa gamme de véhicules particuliers et utilitaires qui allie iconicité, ingéniosité, accessibilité, fiabilité, et qui répond aux besoins des clients particuliers et professionnels de façon optimale.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Importance de la formation dans le domaine de l'intelligence artificielle

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a mis en avant, samedi à Alger, l'importance qu'accorde son secteur à la formation dans le domaine de l'intelligence artificielle, en vue d'encourager la création d'entreprises qui contribuent à la création de la richesse et du développement durable. Lors de la cérémonie de célébration par le secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique de la Journée du Savoir sous le thème "L'intelligence artificielle au service de la société", au Centre du développement des technologies avancées (CDTA) à

Baba Hassan, le ministre a indiqué que son secteur a fait face à plusieurs enjeux, à l'instar de la numérisation, de l'innovation et de l'intelligence artificielle et de la création de la richesse, à travers la créations de startups".

Le ministre a mis l'accent sur la nécessité de "définir les domaines de l'intelligence artificielle devant être assurés aux apprentis, dans l'objectif de former des étudiants qui maîtrisent le calcul et les communications", annonçant à cette occasion le lancement de la semaine universitaire de l'intelligence artificielle qui est parmi les objectifs du système de l'enseignement su-

périeur et de la recherche scientifique en Algérie.

De son côté, le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid a qualifié cette manifestation scientifique organisée par le ministère de l'Enseignement supérieur d'"occasion idoine pour s'enquérir des efforts du secteur visant à cadrer avec les évolutions technologiques mondiales, notamment en matière d'intelligence artificielle".

Il a relevé, par la même, l'importance d'"exploiter les recherches scientifiques sur les technologies de pointe menées au niveau des centres de recherche scienti-

fique et des établissements universitaires algériens dans le développement de l'économie nationale".

Intervenant à cette occasion, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouthar Krikou a rappelé que son secteur "accorde la plus haute importance aux programmes en faveur de l'innovation, et tend à découvrir les talents et à développer leurs compétences". Une telle démarche permettrait de "préparer une génération capable de suivre la cadence du développement technologique", a-t-elle souligné.

Synthèse R E

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

RÉSERVES DE CHANGE

66,14 milliards de dollars à fin mars 2023

La Banque d'Algérie (BA) a fait savoir que le niveau des réserves de change de l'Algérie a atteint 66,14 milliards de dollars à fin mars 2023 contre 60,99 milliards de dollars à fin décembre 2022.

Par Zahir R

En effet, les réserves de change sont en courbe ascendante ces derniers mois, suite notamment à la hausse des exportations et le recul des importations. D'ailleurs, nos réserves de change ont passé de 64,63 milliards de dollars à fin février 2023 à 66,14 milliards à fin mars, soit une augmentation de près de 2 milliards de dollars. Cette période a été marquée également, indique la BA dans un communiqué parvenu à notre rédaction, par une forte amélioration du compte courant du Trésor à la Banque d'Algérie qui enregistre à fin mars 2023 un solde positif de 1 788,31 milliards de dinars dont 833,73 milliards de dinars logés dans le Fonds de Régulation des Recettes (FRR). Ce dernier sera utilisé afin de financer le déficit budgétaire. Selon les prévisions du ministère des Finances, le Trésor verra son déficit passer de 4.093,3 milliards de dinars (15,9 % du PIB) en 2022 à 5.720,0 milliards de dinars sur la période 2023-2025 (-20,6% du PIB). Le Comité des Opérations de Politique Monétaire (COPM) de la Banque d'Algérie qui a tenu, le Jeudi 13 Avril 2023, sa réunion ordinaire, sous la présidence de Monsieur Salah Eddine TALEB, Gouverneur de la Banque d'Algérie, a passé en revue les principales évolutions de la situation économique, monétaire

et financière nationale et internationale ainsi que de ses perspectives à court et moyen terme, notamment celle ayant trait à l'évolution de l'inflation, du crédit, de la liquidité bancaire et de la croissance économique. Ainsi, l'évolution des fondamentaux de l'économie nationale montre que le solde global estimé à fin Mars 2022 de la balance des paiements enregistre un excédent de 4,5 milliards de dollars, indique la même source.

Le taux de réserve obligatoire passe de 1 % à 3%

Aussi, en termes de liquidité bancaire, celle-ci ne cesse d'augmenter passant de 1 996,41 milliards de dinars à fin décembre 2022 à 2 475,817 milliards de dinars à fin mars 2023. Ceci est la résultante de l'augmentation des revenus des exportations, explique la BA. Cette liquidité contraste avec une croissance modérée des crédits à l'économie de 3,27% à fin décembre 2022 et de 0,64% à fin février 2024. A la lumière de ces évolutions et de leurs perspectives à moyen terme, le Comité des Opérations de Politique Monétaire a décidé d'une augmentation du taux de réserve obligatoire de 1% pour le ramener à 3% à compter du 15 avril 2023 et de renforcer les reprises de liquidité bilatérales introduites au mois de septembre 2020 pour les porter à 600 milliards de dinars. Ces mesures ciblent, dans un premier temps, les sources de l'excès de liquidité, potentielle-

ment inflationnistes, tout en maintenant le système bancaire en situation permettant le financement de l'économie nationale sans effet d'éviction et sans coûts supplémentaires.

Le comité des Opérations de Politique Monétaire, précise le communiqué de la BA, reste attentif à l'évolution conjoncturelle des indicateurs macroéconomiques et de leurs perspectives notamment celle de l'inflation et de l'inflation sous-jacente et réévaluera régulièrement l'utilisation et le calibrage des différents instruments de politique monétaire selon les données disponibles.

Par ailleurs, cette réunion du Comité des Opérations de Politique Monétaire a été une occasion pour évaluer la mise en œuvre de la normalisation progressive de la conduite de la politique monétaire post-covid entamée dès mars 2022, en notant le retour à la normale en matière d'application par les banques et les établissements financiers des normes prudentielles en terme du seuil minimum du coefficient de liquidité et de l'obligation de constitution du coussin de sécurité. Dans ce cadre, il est à rappeler que le Programme Spécial de Refinancement d'un montant de 2100 milliards de dinars initié par la Banque d'Algérie en Juillet 2021 a été clôturé en juin 2022. A ce jour un montant de 463,37 milliards de dinars, soit 22 % du programme a été déjà remboursé.

INVESTISSEMENT

Le DG de l'AAPJ reçoit une délégation de HSBC Bank-Algérie

Le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPJ), Omar Rekkache, a reçu, jeudi dernier, une délégation de HSBC Bank-Algérie, conduite par son PDG, James Fielder.

Lors de cette rencontre, précise un communiqué de l'AAPJ, il a été présenté « les services et les offres de financement proposés par la Banque au profit des projets d'investissement », ainsi que « sa volonté de promouvoir les opportunités d'investissement qu'offre notre pays à travers le réseau international de la Banque. » « Les deux parties se sont entendues sur les modalités d'information des investisseurs et porteurs de projets, notamment, des opportunités de financement de leurs projets », conclut la même source.

SONATRACH

Opération de circoncision collective pour plus de 400 enfants à Alger

Le groupe Sonatrach a organisé, vendredi et samedi, une large opération de circoncision collective à Alger, ayant concerné plus de 400 petits entre enfants de travailleurs et inscrits dans des associations caritatives, indique un communiqué du groupe.

Cette opération, qui s'inscrit dans les traditions de citoyenneté de Sonatrach, a été supervisée par un personnel médical spécialisé de la Direction des Œuvres sociales du groupe et des chirurgiens conventionnés, au niveau du Centre médico-social Ben Ali Chérif. Sonatrach a pris en charge financièrement l'ensemble des fournitures médicales de cette opération, lit-on dans le communiqué.

A cette occasion, le Président-directeur général (P-DG) de Sonatrach, Toufik Hakkar a effectué, samedi, une visite sur les lieux "pour s'enquérir du déroulement de cette opération et encourager les organisateurs de cet acte sociétal sacré", a conclu le communiqué.

MÉDIATEUR DE LA RÉPUBLIQUE

30 000 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

Le Médiateur de la République, Abdelmadjid Amor, a affirmé que plus de 30 000 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique à travers les différentes régions du pays, et ce, dans le cadre du programme national de raccordement des exploitations agricoles à cette énergie. L'annonce a été faite ce dimanche depuis la wilaya de Ghardaïa où il a effectué une visite du travail et d'inspection.

Visitant le district rural de Mansourah ou il a donné le coup d'envoi de l'opération de raccordement au réseau électrique, il a mis en avant les efforts déployés par les pouvoirs publics pour mobiliser l'énergie électrique et les ressources en eaux souterraines afin de créer les conditions propices au développement de l'agriculture saharienne et à la participation de cette région à la sécurité alimentaire, notam-

ment en ce qui concerne les céréales et le fourrage. Dans son intervention en marge de sa visite dans la wilaya de Ghardaïa, le médiateur de la République a souligné que son institution s'emploie à simplifier les démarches administratives et à bénéficier des services des différentes institutions publiques pour améliorer les relations entre les services publics et les citoyens. « La médiation de la République

mise sur une stratégie basée sur l'ouverture au citoyen, son écoute et sa proximité, afin de prendre en compte ses préoccupations et de favoriser les principes de bonne gouvernance », souligne-t-il. Et d'ajouter : « La médiation de la République œuvre en permanence pour redorer l'image de l'administration algérienne et son efficacité en améliorant et en modernisant ses services. »

S R.

SUIVI ET GESTION DES CRÉDITS

Lancement fin juin d'une plateforme numérique

Le Directeur d'analyses et de suivi de crédits au niveau de la Banque de Développement Local (BDL), Smail Bendali a annoncé que la Banque présentera une plateforme numérique dédiée à l'examen, à la gestion et au suivi de crédits d'ici fin juin. "Cette plateforme gratuite permettra à la Banque de traiter les dossiers de crédits par voie électronique et à brève échéance pour minimiser la paperasserie, mais aussi à l'emprunteur de suivre son dossier via un numéro spécial attribué par la Banque, en plus d'éviter les allers-retours aux agences pour les renseignements", a expliqué M. Bendali dans une déclaration à l'APS. Cette opération s'inscrit dans la démarche visant à "aplanir les obstacles liés à l'investissement et réaliser un développement économique durable, basé sur la numérisation et la transparence", ajoute le même responsable. Par ailleurs, la Directrice grands comptes, Nadjet Brahimi a révélé que la BDL ambitionne de poursuivre l'élargissement de son réseau, dans le cadre de son plan de développement de l'année en cours, devant lancer quelque 10 nouvelles agences réparties à travers le territoire national pour élever leur nombre total à 174.

Depuis le début de l'année 2023, poursuit le responsable, la Banque a lancé une agence à Sidi Aïssa (wilaya de M'Sila), qui s'ajoute à 6 autres lancées en 2022 dans différentes wilayas. S'agissant du bilan de la Banque, M. Bendali a précisé que la BDL a octroyé à ses clients des crédits estimés à 487 milliards de DA en 2022, soit une hausse avoisinant les 32% par rapport aux 369 milliards de DA enregistrés en 2021. Dans le même cadre, les dossiers de crédits traités ont atteint l'année passée 9.368 dossiers, contre 11.000 dossiers en 2021, soit une baisse d'environ 14%. Le même responsable a indiqué que la plupart des crédits accordés durant l'année 2022 ont été destinés au financement des entreprises pour une valeur de 471 milliards de DA, soit 96,7% du total des crédits, tandis que la valeur des crédits destinés aux projets de promotion immobilière, aux particuliers et aux structures d'appui aux petites et moyennes entreprises (PME) s'élève à près de 16 milliards de DA. Au cours de l'exercice 2022, la valeur des crédits destinés au secteur public est passée de 41 milliards de DA à près de 102 milliards de DA, soit 22% de la valeur totale des crédits, tandis que le secteur privé a enregis-

tré 369 milliards de DA, soit 78% de la valeur totale des crédits. Le secteur de l'industrie a été au premier rang des secteurs qui ont bénéficié de crédits de la banque en 2022, avec une valeur totale de 244 milliards de DA (52%), suivi du secteur de la construction avec plus de 143 milliards de DA (30%), et du commerce avec plus de 36 milliards de DA (8%). La valeur des crédits destinés au secteur des services s'élevait à environ 25 milliards de DA (5%), le secteur du tourisme à 20,6 milliards de DA (4%) et l'agriculture à 684 millions de DA. A noter que la banque a organisé tout au long du mois de Ramadhan à travers l'ensemble du territoire national, des journées de sensibilisation au profit des citoyens sur "l'éducation financière", où les prêts et les produits numériques de la banque à l'instar de l'application BDL Digit, ainsi que les moyens de paiement électronique ont été présentés. Selon Mme Brahimi, cette initiative reflète "la volonté de la banque à poursuivre sa stratégie visant le rapprochement avec les citoyens pour contribuer à la réalisation de l'inclusion financière et promouvoir l'économie nationale".

R E.

ECHANGES COMMERCIAUX ENTRE L'ALGERIE ET LA TURQUIE

5,3 milliards de dollars en 2022

Les relations algéro-turques sont en constante évolution sur les plans politiques qu'économiques. D'ailleurs, le volume des échanges commerciaux réalisés en 2022 a atteint les 5,3 milliards de dollars, soit une progression de 30%, avait indiqué l'ambassadrice de Turquie en Algérie, Mahinur Ozdemir Goktas.

Synthèse S R

« Les relations politiques et économiques entre les deux pays progressent de manière excellente, notamment avec la visite du Président de la République algérienne M. Abdelmadjid Tebboune en Turquie. Nos échanges commerciaux ont augmenté de 30% en un an pour atteindre 5,3 milliards de dollars, malgré une période de stagnation du commerce mondial », a indiqué Mme Goktas. La diplomate s'exprimait mercredi soir lors d'une rencontre

avec des hommes d'affaires et opérateurs économiques turcs opérant en Algérie à l'initiative du Conseil mondial des affaires turques (DTIK Algérie), en partenariat avec l'ambassade de Turquie, et à laquelle ont pris part les ministres des Travaux publics et des infrastructures de base, Lakhdar Rekhoukh, et de la Santé, Abdelhak Saihi. Relevant que l'objectif fixé par les deux pays d'atteindre 10 milliards de dollars, et pour les échanges commerciaux et pour les investissements turcs en Algérie, est réalisable à terme, Mme Goktas s'est félicitée du nombre, en constante évolution, des entreprises turques en Algé-

rie et qui sont aujourd'hui quelque 1.550 entités activant dans des secteurs variés. « Aujourd'hui, je voudrais affirmer que nous sommes le pays étranger avec le plus grand nombre d'entreprises présentes en Algérie. Le montant de nos investissements en Algérie dépasse les 5 milliards de dollars et la capacité d'emploi dépasse les 30.000 employés », a-t-elle dit. Outre le BTPH et l'industrie, l'ambassadrice a fait part de l'intérêt de la partie turque d'investir « à court et moyen termes dans les secteurs de l'énergie et l'agriculture, auxquels l'Etat algérien attache une importance particulière ».

Pour sa part, Okay Tosalı repré- sentant du DTIK en Algérie, a relevé les liens d'amitié profonds et historiques entre l'Algérie et la Turquie, saluant l'élan de solidarité de l'Algérie envers la Turquie à la suite du séisme qui a frappé le pays début février dernier. Quant au Président du Conseil d'affaires algéro-turc, côté algérien, Maamar Djalel Serandi, il a affirmé que la nouvelle loi sur l'investissement est à même d'ouvrir la voie à de « nouveaux partenariats et projets structurants et solides entre opérateurs algériens et turcs » dans divers domaines.

ARTISANAT

Mise en place d'un label de qualité et d'authenticité

Un label de qualité et d'authenticité des produits de l'artisanat sera mis en place dans le cadre des mesures prises pour la promotion et la préservation de l'artisanat, ainsi que pour garantir la qualité et l'authenticité des produits artisanaux, indique mercredi un communiqué des services du Premier ministre.

"Il s'agit du label dénommé 'Artisanat d'Algérie - Algerian Handcrafts+', devant permettre d'attester de la qualité et de l'authenticité des produits artisanaux fabriqués en Algérie", selon une communication présentée par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat lors de la réunion hebdomadaire du Gouvernement.

"Ce dispositif s'inscrit dans le cadre d'une série de labels qui seront mis en place en vue de promouvoir les produits du terroir, à l'instar de la dinanderie de Constantine, la poterie de Bider, le tapis de Ghardaïa et le tapis de Babar", ajoute le communiqué.

SUIVI DU PLAN D'ACTION DE RECYCLAGE ET DE VALORISATION DES DÉCHETS

Installation d'une commission interministérielle

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a présidé, à Alger, la cérémonie d'installation d'une commission interministérielle chargée du suivi de la mise en œuvre du plan d'action pour le développement du recyclage et de la valorisation des déchets en Algérie.

Dans un mot lors de la cérémonie d'installation, la ministre a expliqué que la commission installée se chargera de dresser un inventaire exhaustif de la gestion et du traitement des déchets en Algérie, tous types confondus, outre l'évaluation des textes juridiques actuels relatifs à la gestion des déchets pour en définir l'efficacité et l'impact. Présidée par le DG de l'environnement et du développement durable, Messaoud Tebani, ladite commission compte, en sus du ministère de l'Environnement, les ministères suivants: la Défense nationale, l'Inté-

rieur, l'Energie, les Finances, l'Industrie et la production pharmaceutique, la Santé, l'Agriculture, l'Habitat et l'Hydraulique.

A rappeler que le Gouvernement avait examiné, dans sa réunion du mi-mars dernier, un Plan d'action, à court, moyen et long terme, dont la mise en œuvre permettra la maîtrise de la gestion des déchets, la réduction de leurs impacts sociaux, économiques et environnementaux et, partant, l'amélioration du cadre de vie du citoyen.

La ministre a fait part du recours, dans ce domaine, à l'expérience de l'Agence allemande de coopération et de développement (GIZ).

La commission œuvrera à enrichir le plan d'action à travers l'introduction des coûts et des sources de financement possibles, les rôles et responsabilités des intervenants dans chaque procédure, ainsi que le calendrier de mise en œuvre du plan.

Elle a souligné que ce plan visait à adopter une démarche de valorisation et de préservation des ressources en optimisant les opportunités de leur exploitation dans le cadre de la réalisation du développement durable et la mise en œuvre des différents concepts liés au recyclage et à la valorisation des déchets dans le cadre des dimensions vers une économie circulaire.

En Algérie, entre 7 et 10 % du total des déchets produits annuellement est valorisé d'une valeur de 11 millions tonnes en 2022, a fait savoir la ministre rappelant que la quantité globale des déchets atteindra plus de 70 millions tonnes à l'horizon 2035. L'Algérie œuvre à valoriser 30 % des déchets ménagers à l'horizon 2035 créant ainsi 18.000 postes d'emploi direct.

R E.

SALON "EXPO-VENTE"

Les produits locaux préservent leur part de marché malgré la concurrence

À Salon des produits textiles, de l'habillement et des chaussures, des producteurs locaux exposent des produits de qualité à des prix assez raisonnables, et parviennent à préserver leur part de marché malgré la concurrence des produits importés. Présent au salon, le président de la Fédération de l'habillement et des cuirs, Tebbakh Belhadj, s'est dit "très optimiste" quant à l'avenir du secteur qui connaît un rebond après de longues années de léthargie.

"Les produits de textiles et cuirs fabriqués localement pourraient couvrir plus de 90% des besoins du marché national dans le moyen terme", a-t-il estimé dans une déclaration à l'APS.

"Malgré la rude concurrence des produits étrangers, nous sommes attractifs sur le marché car nous avons d'excellents produits avec un bon rapport qualité/prix", se félicite, de son côté, Fatah Amrouche, chef de département chargé des manifestations commerciales et des foires auprès du groupe public de Textiles et cuirs Getex. Pour M. Amrouche, les Algériens "ont de plus en plus tendance à consommer les produits fabriqués localement et le Made in Algeria est devenu même l'un des critères qui déterminent le choix de leur achats". "Cela nous encourage à aller de l'avant pour augmenter et diversifier davantage notre production et notre réseau de distribution", a-t-il déclaré à l'APS.

A ce propos, il a fait savoir que le groupe Getex a tracé une feuille de route pour renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire national, notamment dans le grand sud et les wilayas limitrophes.

Outre le développement du secteur des cuirs et textiles, il a souligné la contribution de Getex dans la promotion de

l'économie circulaire à travers son usine de collecte et de recyclage des déchets établie à Bédjaïa.

"Le travail consiste entre autres à collecter les chutes des tissus pour confectionner les articles de cuisines (torchon, nappe, tablier...) et les restes de polypropylènes qui servent à la production de serpillières et divers produits de literie", a-t-il expliqué.

Toujours en ce qui concerne l'activité du groupe dans le domaine du recyclage, le même responsable a évoqué le projet lancé par Getex pour la transformation des déchets des cuirs tannés en fertilisants agricoles bio.

"En plus de sa contribution dans l'augmentation de la production locale en engrais pour satisfaire la demande du secteur de l'agriculture, ce projet revêt un intérêt environnemental très important car il permettra de résoudre le problème écologique des déchets de cuir qui contiennent du chrome utilisé dans les produits de traitement et de tannage des peaux brutes, a-t-il fait valoir.

Au stand de Décathlon Jazair, Benlabeled Rafik, responsable communication a fait constater l'intérêt des investisseurs étrangers pour le secteur des textiles et cuirs en Algérie.

"Le secteur attire les grandes marques étrangères pour réaliser des investissements productives", a-t-il souligné. Il a évoqué à ce titre les derniers contrats et mémorandums d'ententes signés entre la société algérienne des industries textiles Tayal et des importateurs algériens de marques internationales de vêtements pour la création de leurs filiales de production en Algérie. "Pour notre part, nous avons l'objectif de réaliser des produits de sports pour toutes les tranches d'âges avec des compétences locales", a-t-il assuré.

Le secteur des textiles a également été distingué par le développement de la literie qui représente l'une de ses filières phares.

Des produits variés: matelas, couettes, oreillers et draps produits localement rivalisent avec les marques d'importation et parviennent à s'imposer comme des produits de choix.

"Nous avons un carnet de commande bien rempli et nous livrons nos produits sur tout le territoire national", affirme Samia Koudri responsable d'un atelier de fabrication de literie et de linge de maison.

"Nos commandes proviennent des ménages mais nous fournissons également les hôpitaux et les hôtels", a-t-elle affirmé.

A l'occasion de l'inauguration du Salon lundi dernier au Palais des expositions (Alger), le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé les grandes lignes de sa feuille de route pour le développement du secteur. Celles-ci porteront notamment sur l'identification des capacités de production réelles de chaque produit et de déterminer les besoins du marché. Le salon, qui se poursuivra jusqu'au 19 avril, est une aubaine pour les producteurs, les distributeurs et les commerçants pour se rapprocher des clients et faire connaître leurs gammes de produits, à la veille de l'Aïd el-Fitr.

R E.

ENERGIE SOLAIRE

L'Algérie accélère le pas

En lançant un nouvel appel d'offres de 2000MW en novembre 2023, l'Algérie, veut accélérer la cadence dans l'énergie solaire. Le programme national des EnR prévoit la réalisation de 15.000 MW à l'horizon 2035.

Par Reda Hadi

Selon les pouvoirs publics l'Algérie entend avancer résolument vers la concrétisation d'une transition énergétique progressive. Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab a affirmé, samedi à Alger, que la politique énergétique de l'Algérie entendait avancer "résolument" vers la concrétisation d'une transition énergétique progressive par l'adoption d'un mix énergétique diversifié prenant en considération toutes les énergies disponibles, les moins coûteuses et les plus propres tout en bénéficiant des acquis de l'amélioration de la capacité énergétique et en œuvrant à la maîtrise de la consommation de l'énergie pour préserver les ressources naturelles aux générations futures.

Pour cela des mesures ont été prises pour aider les investisseurs à concrétiser leurs projets en ce domaine. Des mesures qui ont eu des effets positifs dans le sens où l'Algérie sera autonome dans sa production de panneaux solaires dès la mise en

route de 2 usines de production. Des sources affirment que l'Algérie veut élever sa cadence pour résorber le retard dans sa transition énergétique, particulièrement après l'échec de Desertec

Pour rappel l'Algérie a œuvré, depuis les années 1980, à travers la société Sonelgaz à l'intégration des énergies renouvelables, et ce en approvisionnant 20 villages en énergie solaire dans le Sud, avec la création de 22 centrales photovoltaïques d'une puissance globale de 34 MWC et le lancement de projets hybrides avec un programme de 50 MWC.

Dans ce cadre, il y a eu l'entrée en service des premières centrales photovoltaïques, en 2021 et 2022, et le reste des centrales sera mis en service au cours de l'année 2023.

S'agissant de ce second appel d'offres, il suivra celui lancé par le groupe Sonelgaz fin février dernier, pour la réalisation de 15 centrales solaires photovoltaïques, photovoltaïques de 80 à 220 MW, réparties sur 11 wilayas du sud et des hauts plateaux, pour une puissance totale de 2000MW.

Cet appel d'offres a été annoncé par Green Energy Cluster Algeria, qui a tenu à rassurer les

acteurs locaux, membres du Green Energy Cluster Algeria, de la volonté des pouvoirs publics de développer les EnR en étroite collaboration avec les opérateurs nationaux. « Les opérateurs locaux sont invités à participer à l'appel d'offres de 2000MW car les modalités de participation seront allégées. Cela fera l'objet d'un addendum de la part de CEEG », indique la même source.

Le programme du solaire va servir à remplacer les centrales à gaz estimé à 8000MW. De ce fait, le solaire va venir remplacer les centrales classiques », explique la même source, qui rappelle que « les économies de gaz naturel sont au centre de la stratégie de l'état d'impulser massive le solaire PV.

Un travail important concernant le secteur de l'agriculture est nécessaire pour électrifier les périmètres agricoles qui sont au nombre de 68000. 30000 étant déjà alimentés par Sonelgaz. L'urgence est de trouver de nouveaux modèles économiques qui permettraient de soulager Sonelgaz de la forte demande qui sera tirée par ce secteur stratégique », conclut la même source.

HUAWEI TECH4GOOD STARTUP SPRINT

L'équipe algérienne SevenG bénéficie d'une formation en Chine

L'équipe algérienne SevenG qui a été saluée par le président de la république après avoir remporté le deuxième prix du concours mondial de Huawei, s'envole avec les lauréats pour une formation au cœur de la technologie en Chine. Du 17 au 23 avril 2023, Huawei organise un voyage spécial "China Startup Sprint", entre Pékin et Shenzhen, dédié aux trois équipes lauréates du concours Tech4Good du programme Seeds for the Future.

C'est la première fois qu'une équipe africaine se hisse à la seconde place du concours et s'envole pour la Chine afin de prendre part à cette expérience organisée par Huawei - l'équipe du projet FarmAi participe ainsi à ce voyage, aux côtés des autres équipes irlandaise et italienne. Le programme de formation phare de Huawei, Seeds for the Future, s'engage depuis 2008 dans la formation des jeunes du monde entier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Dans la région Northern Africa, qui comprend 28 pays au-dessus de

l'équateur, plus de 2 100 jeunes Africains originaires de 21 pays ont pu bénéficier de ce programme. 500 d'entre eux ont notamment eu la chance de se rendre en Chine pour recevoir une formation avant la pandémie de la Covid-19, leur offrant ainsi une opportunité unique d'acquérir des connaissances sur des technologies disruptives et de vivre une expérience interculturelle hors du commun.

Dans la continuité de l'initiative Seeds for the Future, le concours Tech4Good encourage les étudiants dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) à relever le défi de trouver des solutions technologiques innovantes pour répondre à des besoins sociaux. Cette année, pour la première fois depuis son lancement en 2021, les trois équipes gagnantes du concours Tech4Good auront l'opportunité de participer cette expérience culturellement et technologiquement enrichissante. L'équipe algérienne SevenG avec leur projet FarmAi, a décroché la deuxième place du concours ainsi que le Prix du

Public. Il s'agit d'une innovation qui utilise l'intelligence artificielle pour permettre la détection précoce de la maladie de la rouille dans les champs de blé à l'aide de drones.

L'équipe irlandaise a remporté le premier prix avec son projet Roll On, une rampe d'accès automatisée pour faciliter l'accès à bord des trains des personnes en fauteuils roulants. Enfin, en troisième position se trouve le projet AlarmDeck, développé par l'équipe italienne, qui consiste à proposer une solution face au phénomène de fatigue des alarmes dans les unités de soins intensifs des hôpitaux italiens grâce à l'utilisation de l'IA, de l'IoT et du Cloud.

Au cours de ce voyage, les lauréats exploreront le cœur de la technologie chinoise. Ils visiteront notamment le port de Tianjin, premier port au monde à se doter de capacités numériques et d'autonomie grâce à la technologie 5G, et bénéficieront d'une formation accélérée sur les dernières technologies en matière de 5G développées sur le campus de Huawei.

Cet itinéraire se terminera par une visite du siège social de Huawei à Shenzhen, une visite culturelle au cœur de cette métropole technologique et économique et une découverte de la capitale.

Ils assisteront à une cérémonie d'ouverture dans la capitale chinoise en compagnie d'éminentes personnalités, le représentant culturel de l'Ambassade de l'Algérie et l'Ambassadrice de l'Irlande en Chine. Enfin, la cérémonie de clôture se déroulera en présence du directeur des affaires gouvernementales mondiales de Huawei et des Consuls généraux d'Irlande, d'Italie et d'Algérie. Ce voyage est avant tout une promesse interculturelle pour célébrer ces talents internationaux dans le domaine des TIC, favoriser les échanges de connaissances et promouvoir une meilleure compréhension des enjeux technologiques.

R.E.

DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

La CGEA appelle l'amélioration du climat des affaires

La présidente de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) et présidente de BusinessAfrica, Saïda Neghza a appelé à Accra (Ghana), les syndicats et les employeurs africains à améliorer le climat des affaires.

Les systèmes d'éducation et d'enseignements professionnels nécessitent un développement accru pour lutter contre l'informel et la bureaucratie, a indiqué jeudi un communiqué de l'organisation patronale.

Cet appel a été exprimé par Mme Neghza à l'occasion des festivités de célébration du 50ème anniversaire de l'Organisation de l'Unité syndicale africaine (OUSA), organisé les 12 et 13 avril en cours dans la capitale ghanéenne, a précisé la même source.

La participation de la présidente de la CGEA à cet événement fait suite à une invitation du président et du secrétaire général de l'OUSA, respectivement Dr Francis Atwoli et Arezki Mezhoud, a ajouté le communiqué.

A cette occasion, la présidente de la CGEA a exhorté, lors de son discours, les syndicats et les employeurs africains à améliorer le climat des affaires, les systèmes d'éducation et d'enseignements professionnels, pour lutter contre l'informel et la bureaucratie et pour intéresser

les jeunes à s'investir dans des projets porteurs en Afrique".

La présidente de la CGEA a plaidé, également, pour une plus grande intégration des économies africaines, pour une action commune entre employeurs et syndicats pour accélérer le processus de mise en place de la zone de libre échange continentale africaine (ZLECAF) et, pour le développement de l'industrie de trans-

formation, a fait savoir l'organisation.

Mme Neghza a appelé, en outre, à « l'augmentation des échanges économiques intra-africain et pour la sécurité alimentaire de l'Afrique en mettant en exergue les gigantesques terres arables disponibles », tout en exhortant à agir pour assurer un avenir meilleur aux jeunes africains.

R.E.

ELARGISSEMENT DES BRICS

Le groupe définira les critères d'adhésion

La volonté de la Tunisie et d'autres pays de rejoindre les BRICS devra être examinée par les pays membres lors du prochain sommet d'Afrique du Sud en août. Les leaders du groupe discuteront des critères d'adhésion, a déclaré à Sputnik un diplomate sud-africain.

Les leaders des pays membres des BRICS, à savoir le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, se pencheront sur les critères à adopter concernant l'adhésion de nouveaux membres.

"Un certain nombre de pays sont intéressés à rejoindre les BRICS, mais les cinq pays auront une discussion approfondie sur cette question en Afrique du Sud cet été, en août", a fait savoir auprès de Sputnik Clayson Monyela, porte-parole du ministère sud-africain des Relations internationales et de la Coopération.

Au cours de ce sommet, qui aura lieu en Afrique du Sud du 22 au 24 août, les leaders du groupe définiront des critères à partir de leurs "valeurs, idéologie et approche", selon le diplomate sud-africain.

"Les cinq pays actuels (membres des BRICS) ont beaucoup en commun en termes de valeurs, histoire, coopération", a fait remarquer Clayson Monyela, ajoutant que nombre d'institutions avaient depuis été créées, y compris la Nouvelle banque de développement.

L'Afrique du Sud, qui assure depuis le 1er janvier 2023 la présidence tournante du groupe, accueillera le sommet des BRICS dans la province de Gauteng du 22 au 24 août. Le leitmotiv de l'événement sera "Les BRICS et l'Afrique: un partenariat pour une croissance mutuellement accélérée, un développement durable et un multilatéralisme inclusif".

Ces derniers temps, plusieurs pays expriment leur volonté de rejoindre le bloc. La liste est longue, incluant l'Algérie, l'Égypte, l'Iran, le Zimbabwe. La semaine dernière la Tunisie a fait savoir qu'elle envisageait son adhésion sur fond d'impasse des négociations avec le FMI. Fin mars, un diplomate russe a fait savoir que 16 pays au total souhaitaient adhérer aux BRICS.

Agence

AFFAIRE SONATRACH

La Cour d'Alger rend son verdict

La sixième chambre criminelle de la Cour d'Alger a rendu, hier dimanche, des jugements contre les accusés dans le dossier de corruption afférant au groupe Sonatrach. La peine d'Amar Ghoul, ancien ministre des Transports et des Travaux publics, a été réduite de 10 à 5 ans de prison, avec la levée du gel de son salaire mensuel et de la résidence familiale à Draria. L'ancien ministre de l'Énergie, Noureddine Boutarfa, quant à lui, il a été condamné également à 5 ans de prison et une amende de 500 000 dinars.

La Cour d'appel a confirmé le verdict prononcé par le Tribunal de Première Instance, à l'encontre de l'ancien PDG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould-Kaddour, soit 10 ans de prison et à une amende d'un million de dinars. Elle a confirmé aussi la condamnation de son prédécesseur Mohamed Meziane en le condamnant à 5 ans de prison ferme.

Par ailleurs, la peine d'un autre ancien PDG du groupe, Abdel Hamid Zerqane, a été réduite de 3 ans de prison, à deux ans de prison, avec sursis. La même peine a été prononcée par le juge contre l'ancien vice-président directeur général de Sonatrach Boumediene Belkacem, avec la confiscation de tous les fonds saisis et gelés par le juge d'instruction. Le tribunal a également acquitté toutes les sociétés mises en cause au dossier, représentées par « SNC La valin », « Petrovic », « Saipem » et « GGC ».

R.E.

KHENCHELA

Plus de 360 foyers de Taouzianet et El Hamma raccordés au réseau de gaz

Un total de 363 foyers des communes de Taouzianet et d'El Hamma, dans la wilaya de Khenchela ont été raccordés, mardi au réseau de gaz naturel. Le wali de Khenchela, Youcef Mehiout a ainsi présidé la mise en service du raccordement au réseau de gaz de 148 foyers à "Dhraâ Ramoul" dans la commune de Taouzianet et 215 autres foyers dans la commune d'El Hamma.

Le premier projet de desserte de 148 foyers à "Dhraâ Ramoul" (Taouzianet) a nécessité la réalisation d'un réseau de 17 km dans un délai de cinq mois pour une enveloppe financière de 26,8 millions DA, selon les explications données à l'occasion par le directeur des études à la direction de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz, Laïche Sekaoui.

Le même cadre a ajouté que 25 foyers de l'agglomération mitoyenne à la RN-88 dans la commune d'El Hamma ont été desservis à la faveur de la réalisation en 45 jours d'un réseau de distribution de 3,5 km pour une enveloppe financière de 3,2 millions DA en plus de 190 foyers des localités de "Foum Tefisset" et "El Manchar" de la même collectivité locale reliés grâce à un réseau de distribution de plus de 33 km.

Selon la même source, 45 autres foyers du village "Ouled Djebel" dans la commune de N'sigha seront raccordés jeudi au réseau de gaz naturel à la faveur d'une opération du programme complémentaire de développement décidé pour la wilaya de Khenchela par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Ce projet qui porte sur la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 10 km aura été exécuté dans un délai de quatre mois pour une enveloppe financière de plus de 9 millions DA. Les citoyens approchés par l'APS ont exprimé leur joie de voir leurs foyers reliés au réseau de gaz leur évitant ainsi les déplacements vers les chefs-lieux de leurs communes pour s'approvisionner en bouteilles de gaz butane notamment en hiver.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

Prochain raccordement au réseau de gaz de deux zones industrielles

Les deux zones industrielles, « Mechta Fatima » dans la commune d'El Hamadia et « R'mail » dans la commune de Ras El oued, dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, seront « prochainement » raccordées au réseau de gaz naturel en vue d'améliorer le climat local de l'investissement, apprend-on jeudi des services de la wilaya.

La même source a précisé que dans le cadre des efforts d'encouragement de l'investissement, la wilaya a obtenu des autorisations spéciales des autorités supérieures du pays pour financer le projet de raccordement des deux zones industrielles au réseau de gaz naturel à défaut de pouvoir les raccorder au titre des programmes sectoriels en raison de leur emplacement en dehors du milieu urbain. Toutes les procédures techniques du marché ont été accomplies par les

services des deux directions de distribution de l'électricité et du gaz, des travaux publics et les travaux démarreront prochainement, a ajouté la même source. Dans le même contexte, la zone industrielle de R'mail a bénéficié en outre de l'inscription d'un projet similaire à celui déjà retenu pour la zone industrielle de Mechta Fatima de dotation en station électrique 30-60 kilowatts dont le terrain a été choisi et les travaux seront lancés dans les prochains jours, selon la même source qui a relevé que les deux projets ga-

rantiront à terme aux deux zones une autonomie permanente en matière d'approvisionnement en électricité. Les travaux d'aménagement des deux zones industrielles avancent à une bonne cadence, selon la même source qui a mis l'accent sur les efforts des autorités locales pour mettre en place les conditions favorables à l'investissement et accompagner les investisseurs sérieux en vue de générer des emplois et dynamiser le développement économique.

SALON "EXPO-VENTE"

Les produits locaux préservent leur part de marché malgré la concurrence

Au Salon des produits textiles, de l'habillement et des chaussures, des producteurs locaux exposent des produits de qualité à des prix assez raisonnables, et parviennent à préserver leur part de marché malgré la concurrence des produits importés.

Présent au salon, le président de la Fédération de l'habillement et cuirs, Tebbakh Belhadj, s'est dit "très optimiste" quant à l'avenir du secteur qui connaît un rebond après de longues années de léthargie. "Les produits de textiles et cuirs fabriqués localement pourraient couvrir plus de 90% des besoins du marché national dans le moyen terme", a-t-il estimé dans une déclaration à l'APS.

"Malgré la rude concurrence des produits étrangers, nous sommes attractifs sur le marché car nous avons d'excellents produits avec un bon rapport qualité/prix", se félicite, de son côté, Fatah Amrouche, chef de département chargé des manifestations commerciales et des foires auprès du groupe public de Textiles et cuirs Getex.

Pour M. Amrouche, les Algériens "ont de plus en plus tendance à consommer les produits fabriqués localement et le Made in Algeria est devenu même l'un des critères qui

déterminent le choix de leur achats". Cela nous encourage à aller de l'avant pour augmenter et diversifier davantage notre production et notre réseau de distribution", a-t-il déclaré à l'APS.

A ce propos, il a fait savoir que le groupe Gitex a tracé une feuille de route pour renforcer sa présence sur l'ensemble du territoire national, notamment dans le grand sud et les wilayas limitrophes.

Outre le développement du secteur des cuirs et textiles, il a souligné la contribution de Gitex dans la promotion de l'économie circulaire à travers son usine de collecte et de recyclage des déchets établie à Bédjaïa.

"Le travail consiste entre autres à collecter les chutes des tissus pour confectionner les articles de cuisines (torchon, nappe, tablier...) et les restes de polypropylène qui servent à la production de serpillières et divers produits de literie", a-t-il expliqué.

Toujours en ce qui concerne l'activité du groupe dans le domaine du recyclage, le même responsable a évoqué le projet lancé par Gitex pour la transformation des déchets des cuirs tannés en fertilisants agricoles bio.

"En plus de sa contribution dans

l'augmentation de la production locale en engrais pour satisfaire la demande du secteur de l'agriculture, ce projet revêt un intérêt environnemental très important car il permettra de résoudre le problème écologique des déchets de cuir qui contiennent du chrome utilisé dans les produits de traitement et de tannage des peaux brutes, a-t-il fait valoir.

Au stand de Décathlon Jazair, Benlabeled Rafik, responsable communication a fait constater l'intérêt des investisseurs étrangers pour le secteur des textiles et cuirs en Algérie. "Le secteur attire les grandes marques étrangères pour réaliser des investissements productifs", a-t-il souligné.

Il a évoqué à ce titre les derniers contrats et mémorandums d'ententes signés entre la société algérienne des industries textiles Tayal et des importateurs algériens de marques internationales de vêtements pour la création de leurs filiales de production en Algérie. "Pour notre part, nous avons l'objectif de réaliser des produits de sports pour toutes les tranches d'âges avec des compétences locales", a-t-il assuré. Le secteur des textiles a également été distingué par le développement de la literie qui re-

présente l'une de ses filières phares. Des produits variés: matelas, couettes, oreillers et draps produits localement rivalisent avec les marques d'importation et parviennent à s'imposer comme des produits de choix.

"Nous avons un carnet de commande bien rempli et nous livrons nos produits sur tout le territoire national", affirme Samia Koudri responsable d'un atelier de fabrication de literie et de linge de maison. "Nos commandes proviennent des ménages mais nous fournissons également les hôpitaux et les hôtels", a-t-elle affirmé.

A l'occasion de l'inauguration du Salon lundi dernier au Palais des expositions (Alger), le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a annoncé les grandes lignes de sa feuille de route pour le développement du secteur. Celles-ci porteront notamment sur l'identification des capacités de production réelles de chaque produit et de déterminer les besoins du marché. Le salon, qui se poursuivra jusqu'au 19 avril, est une aubaine pour les producteurs, les distributeurs et les commerçants pour se rapprocher des clients et faire connaître leurs gammes de produits, à la veille de l'Aïd el-Fitr.

CONSTANTINE

Réception prochaine de projets de conservation de la Mémoire de Cheikh Benbadis

Les projets de restauration de la demeure et de l'imprimerie du cheikh Abdelhamid Benbadis, pionnier du réformisme algérien (4 décembre 1889/16 avril 1940), seront prochainement réceptionnés dans le cadre des efforts de sauvegarde et de legs badissien en tant que pan de la Mémoire nationale.

L'étude du projet de restauration de la demeure de Benbadis, située dans la vieille médina de Constantine, devrait être réceptionnée juin prochain pour engager aussitôt les travaux de restauration, a affirmé le directeur de la Culture et des Arts, Lamine Karaoui.

Le bureau en charge de l'étude a entamé, janvier dernier, son travail après avoir "difficilement accédé à la demeure en deux niveaux du Cheikh portant le numéro 34 au quartier Abdallah Bey de la cité Souika de la médina en raison des délais de vieux travaux obstruant son accès", a précisé M. Karaoui.

Après l'enlèvement des débris qui avaient été générés par les travaux liés à la manifestation "Constantine, capitale de la culture arabe 2015" et l'accomplissement des deux premières étapes de constatation et relevés et des mesures d'urgence, il a été procédé à l'engagement de la troisième et quatrième étape de sauvegarde, diagnostic et de restauration, a-t-il expliqué.

L'opération inclut également, a-t-il ajouté, l'étude, le suivi et la restauration des demeures mitoyennes à celle de Benbadis qui sont la demeure de Daikha, le moulin, Dar Eddaba-

ghine (demeure des tanneurs) et l'imprimerie de Benbadis. Concernant l'imprimerie, le même responsable a relevé qu'une opération de bénévolat a été engagée, l'année dernière, par l'association "Moustakbal Hay Benbadis", l'association "Irtih" du patrimoine matériel et immatériel, et une entreprise privée pour la restauration de l'imprimerie de Benbadis qui était appelée Imprimerie Islamique Algérienne et se trouvait dans un état d'abandon.

Les travaux qui affichent actuellement un taux d'avancement de 70%, ont porté sur la restauration des murs, le réaménagement du sol et du toit et la peinture par le recours à des techniques qui restituent l'état initial des parties de l'édifice, en plus de la restauration de la façade, des portes et des fenêtres avant de confier ultérieurement à un artiste calligraphe la réfection de l'enseigne de l'imprimerie, a encore précisé le directeur de la Culture et des Arts.

Une autre opération bénévole, a-t-il souligné, a pris en charge la remise en l'état de l'appareil d'impression des journaux autoalimentés en papier à bobines, l'appareil de coupe du papier, les lettres en bois et moules pour la lithographie. L'association "Moustakbal Hay Benbadis" a procédé, au début de l'opération, à l'inventaire et la conservation du vieux matériel jusqu'à la fin des travaux de restauration en collaboration avec des spécialistes du musée public des arts et des expressions traditionnelles au palais d'Ahmed Bey, a ajouté M. Karaoui qui a noté qu'à terme, cette opération mettra en lumière la presse de l'asso-

ciation des Oulémas musulmans algériens.

L'idée de créer l'Imprimerie Islamique Algérienne remonte aux temps où le pionnier du réformisme algérien et fondateur de l'association des Oulémas musulmans algériens publiait des articles au journal Ennadjah, fondé en 1919. La première publication de l'imprimerie date du 2 juillet 1925 avec la sortie du journal El Mountakid par lequel Benbadis a pénétré le monde de la presse. Il a été ensuite confronté à de grandes difficultés après la décision de l'administration coloniale d'en suspendre l'activité après la parution de 18 numéros. Un des plus vieux monuments religieux de la ville de Constantine, la mosquée Sidi Lakhdar de la cité El Djazarine mitoyenne à Rahbat Essouf a été fermée en 2015 suite à une opération de restauration dont la réception est attendue début juin prochain, ses travaux affichant actuellement 80% de taux d'avancement, a précisé le directeur de la Culture.

Cheikh Benbadis avait fait de cette mosquée, pendant près de 25 années, une école d'enseignement, d'exégèse du saint Coran et de formation des élites qui ont porté le flambeau du réformisme et de l'union contre le colonialisme. Abdelhak Benbadis, frère du Cheikh, a œuvré à rassembler les travaux de ce dernier, contribuant largement à en préserver une très grande partie, a assuré le président de la Fondation Abdelhamid Benbadis, le professeur Abdelaziz Filali, qui a souligné que la bibliothèque du défunt cheikh renferme plus de 1000 livres et ouvrages.

Les fleuves vérifient-ils leurs sources ?

Les IA génératives, à l'instar de Chat-GPT, font déjà partie de notre quotidien. Du fait qu'elles ont réponse à tout, la tentation est grande de prendre pour argent comptant les résultats produits par ces machines, quitte à ne plus se préoccuper de savoir comment ils ont été produits et à partir de quelles sources. Par Philippe Boyer, directeur relations institutionnelles et innovation à Covivio.

Par Philippe Boyer (*)

Dans son petit ouvrage « Aphorismes sous la lune et autres pensées sauvages », l'écrivain-voyageur Sylvain Tesson se débarrasse du superflu en allant à l'essentiel. Philosophie toute japonaise qui permet au lecteur de se détacher de questions et de réflexions sur le temps qui passe ou la nature qui nous entoure mais que nous ne regardons plus avec la même acuité : « Un jour les sentiers se vengeront d'avoir été battus » ou encore « Mettez une fleur dans un pot, elle s'évade par le haut »... Bref, une lecture légère, printanière, pour qui veut s'amuser du monde qui nous entoure. Au titre de cette peinture sans pinceau figure cet aphorisme qu'un Pierre Desproges n'aurait pas renié : « Les fleuves vérifient-ils leurs sources ? »

Sans le savoir, cette amusante question met en exergue l'interrogation la plus criante qui entoure ces IA dites « génératives », en particulier Chat-GPT. Dans ce fleuve bouillonnant - pour ne pas dire en furie à en croire Elon Musk et quelques centaines d'experts qui réclament une « pause » d'au moins six mois[1] - de ces systèmes d'intelligences artificielles qui bouleversent nos vies, les sources à l'origine de la production de contenus ne sont pas ou presque jamais mentionnées. Là réside le maillon le plus sensible de ces logiciels d'intelligence artificielle qui, c'est une évidence, remplaceront les humains sur un grand nombre de fonctions.

D'où tenez-vous cette information ?

En attendant que nous puissions un jour - souhaitons-le le plus lointain possible - voir ces logiciels prendre des initiatives en parfaite autonomie, il n'empêche que le débit de ce « fleuve IA » gonfle à vue d'œil, dopé en cela par les puissances de calcul des machines et la multiplication de données en tous genres (l'ère du « big data » est révolue : il faut désormais

parler de « huge data »). Sans la capacité de comprendre comment des instructions de la machine sont produites, sans la capacité d'identifier l'origine des informations traitées, se profile le risque de manipulation et d'enfermement. Faire une confiance aveugle à ces logiciels au motif qu'ils en savent beaucoup plus que les humains du fait de leurs milliards de données ingurgitées (GPT-3.5 utilise 175 milliards de données, soit l'équivalent d'Internet en 2021) et que leurs résultats ne semblent pas si absurdes, cohérents, voire parfois créatifs, c'est prendre pour argent comptant cette technologie et partant assumer le risque de niveler par le bas une société aveuglée par les strasses d'une machine qui a réponse à tout, dusse-t-elle aspirer et reformuler des contre-vérités prises sur le Web. Dit autrement, sans possibilité d'identifier ses sources, la connaissance s'assèche.

Régression de la production de la connaissance

Sur le plan éthique, le fait de faire passer au second plan, voire d'ignorer les sources qui sont à l'origine de la connaissance est une faute lourde. Un scientifique dirait qu'il y a là un biais épistémologique qui rend le raisonnement fallacieux. On objectera que l'encyclopédie en ligne Wikipedia est parfois peu regardante avec ses sources. Certes, mais au moins ces dernières sont-elles citées et de ce fait chacun est à même de vérifier la provenance des informations mentionnées. Dans le cas de Chat-GPT, rien de tout cela. Prête à l'emploi, l'information est emballée dans un paquet cadeau attrayant qui incite peu à vérifier, et encore moins à remettre en cause les propos de la machine sauf à se livrer à un fastidieux et presque impossible « fact checking » pour déconstruire le texte livré.

Nouvelle hygiène numérique citoyenne

Du plus profond de la production intellectuelle humaine, la notion de sources et de références est à la base de la transmission du savoir : textes sacrés (y compris en faisant référence à des témoignages oraux, voire apocryphes), philosophiques (Platon se réfère à Socrate), scientifiques (certaines thèses et/ou articles publiés intègrent

parfois des volumes de notes de bas de page plus importants que le corps du texte proprement dit)...

Depuis le développement d'internet, les enseignants eux-mêmes ont intégré le fait d'apprendre à leurs élèves à se servir correctement de ces nouvelles sources d'information en sachant identifier les « bons » sites de tous les autres qui charrient des données non fiables. Savoir distinguer le bon grain de l'ivraie devra plus que jamais faire partie d'une sorte de nouvelle hygiène numérique citoyenne.

Avec l'avènement de l'ère Chat-GPT et sa propension à faire disparaître les sources de la connaissance, la tentation est grande d'accepter de déléguer son libre arbitre à des leaders technologiques non élus. Aussi, et rien que pour réfléchir à la façon d'endiguer ce risque, cette proposition d'un moratoire sur l'IA est la bienvenue, ne serait-ce que pour que la recherche et les firmes en charge du développement d'outils comme Chat-GPT s'accordent sur des normes de conception et d'usage de ces IA désormais à la portée du plus grand nombre.

La pause s'impose

Bien sûr ces logiciels d'intelligence artificielle ont et auront pour conséquence d'augmenter nos capacités, notamment cérébrales, du fait que leur usage quotidien nous donnera la possibilité d'être plus performants mais à l'inverse, ils pourront aussi nous rendre imperméables à l'effort, à l'apprentissage et partant, imperceptiblement diffuser des contre-vérités. L'un des risques sera alors de voir s'éteindre notre sens critique et la capacité de la société à progresser par et grâce à la connaissance car on se sera habitué à suivre ces technologies sans se poser de questions. A minima pour que les pouvoirs publics et les régulateurs définissent les normes et les règles de gouvernance de cette IA, nous avons besoin de cette pause pour que cette technologie reste une promesse et non une menace.

*Directeur relations institutionnelles et innovation, Covivio

source : *la Tribune.fr*

[1] Pause Giant AI Experiments: An Open Letter - Future of Life Institute

La directrice du FMI fait un appel aux autorités tunisiennes

Dans une interview accordée à la chaîne Al Arabiya, samedi 15 avril 2023, Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), a précisé la situation du crédit de 1,9 milliard de dollars demandé par la Tunisie auprès du FMI.

Elle a précisé que les discussions entre les deux parties se poursuivaient afin de trouver un moyen de réduire les différences des points de vue. La bonne nouvelle est que, grâce aux amis de la Tunisie, les garanties financières pour le programme existent déjà.

Elle a appelé les responsables tunisiens à franchir la dernière étape pour pouvoir présenter le dossier au conseil d'administration du FMI. Kristalina Georgieva a assuré que le FMI ne veut que ce qui est dans l'intérêt de la Tunisie et non pas mettre en place un programme menaçant la stabilité du pays.

LIBYE Le boom de l'industrie des jeux vidéo à Tripoli

Dans cet immeuble de Tajoura dans la capitale Tripoli, des adolescents écoutent vissés sur les oreilles ont le regard rivé sur leurs écrans.

Ses dernières années, en Libye, l'industrie des jeux vidéo a pris une tout autre allure avec la multiplication des salles de jeux modernes. Sofiane Matos, est à la manette de l'une d'entre elles. "Cette salle rassemble des jeunes qui veulent jouer, participer à des tournois de jeux, changer d'air, au lieu de traîner dans les rues. Cela motive les joueurs et les jeunes qui n'ont pas d'expérience à s'entraîner et à en faire leur métier. Cela va se développer dans un futur proche" souligne-t-il.

L'appétit pour les technologies, la pratique de différents sports et les investissements du secteur privé commencent à se répandre en Libye, un pays miné par des affrontements entre camps militaires rivaux depuis 2011. Cette dynamique, impulsée par le secteur privé, a permis de créer plusieurs tournois de jeux vidéo.

"Il y a cinq ans, il n'y avait pas de centre de jeux en Libye, pas un seul tournoi, rien. Mais ces deux dernières années, nous avons commencé à organiser des tournois à la Foire internationale de Tripoli et au centre de jeux Paradise. Aujourd'hui, tous les centres en Libye organisent des tournois avec des prises" ajoute-t-il. Tripoli compte six salles modernes et quelques-unes dans d'autres grandes villes comme Benghazi, dans l'Est libyen. Une fédération d'esport a même été lancée en 2018 pour faire de ce pays la nouvelle plateforme des jeux vidéo.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont considérés comme une région à forte croissance par les experts de cette industrie avec pour marchés les plus importants l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte.

MAROC

71% des chefs d'entreprises anticipent un ralentissement de la croissance de l'économie

« Ils sont 44% des dirigeants marocains qui estiment que leur entreprise ne sera pas viable dans dix ans si elle n'opère pas de transformations qui devront toucher aux investissements dans le capital humain, l'efficacité opérationnelle et le déploiement technologique, selon un rapport du cabinet d'audit et de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC).

L'enquête concerne pour la première fois le Maroc, où 45 dirigeants d'entreprise ont été interrogés. Dans ce cadre, 72% des dirigeants concernés placent l'amélioration des compétences de leurs collaborateurs (upskilling) au premier rang de leurs investissements prioritaires, devant l'automatisation des processus et des systèmes (67%), le déploiement de nouvelles technologies comme le Cloud, l'intelligence artificielle et le métaverse (53%).

Par ailleurs, le document révèle que les dirigeants marocains ne sont pas optimistes quant aux perspectives de l'économie mondiale et aux perspectives économiques du Maroc à un horizon de douze mois. 80% d'entre eux pensent que la croissance économique mondiale va ralentir alors que 71% s'attendent à un ralentissement de la croissance de l'économie marocaine.

Au royaume, les menaces qui risquent d'impacter négativement les perspectives de croissance des entreprises sont nom-

breuses. A court terme, il s'agit de l'inflation (62%), volatilité macroéconomique (49%), les conflits géopolitiques (31%), le changement climatique (24%), les risques sanitaires (24%), les risques liés à la cybersécurité (13%) et les inégalités sociales (13%).

A plus long terme (les cinq prochaines années), environ la moitié des répondants estiment que leur entreprise sera encore fortement exposée à l'inflation.

Agence

TUNISIAIR

Hausse des recettes de 29% à fin mars 2023

« La compagnie aérienne Tunisair a enregistré une amélioration au niveau de ses recettes du transport, de 29 %, pour atteindre près de 292 millions de dinars (MD), durant le premier trimestre 2023 », d'après les indicateurs d'activité publiés vendredi, sur le site de la Bourse de Tunis. Cette hausse a été favorisée par l'accroissement du nom-

bre de passagers transportés de 24 %, passant de 412 mille, à fin mars 2022 à 509 mille passagers, à fin mars 2023. En parallèle, la recette moyenne par passagers (vols réguliers) et par heures de vol (charters) a évolué respectivement de 5,3 % et 5 %, durant les trois premiers mois de l'année en cours. Toutefois, la part du marché du transporteur national a

baissé, passant de 33,1 % à 28,8 %, actuellement. De même, la ponctualité de flotte a régressé de 42 % à 37 %. En termes de charges, l'amélioration de l'activité a été accompagnée par une augmentation significative des dépenses carburant de 85 % à 109,1 MD, et des redevances aéroportuaires de 42 % à 49,2 MD. Les charges de loyers Avions

ont progressé, à leur tour, de près de 10 MD en raison de l'entrée en activité de nouveaux appareils acquis en leasing par Tunisair. Pour ce qui est de l'endettement, il a régressé de 16 %, à 766,5 millions de dinars, suite à la reprise du remboursement des échéances des crédits locaux restructurés pendant la période du Covid 19

MAURITANIE

Examen de la coopération avec le groupe africain de la banque mondiale

La délégation mauritanienne participant aux réunions annuelles du Fonds monétaire international (FMI) et le groupe de la banque mondiale à Washington a tenu une réunion de travail avec le directeur exécutif et le représentant du groupe africain à la banque mondiale Abdel Salam Bellow. Cette réunion intervient à la veille de la réunion des ministres et les gouverneurs

du deuxième groupe Afrique à la banque mondiale.

Selon le ministère mauritanien des affaires économiques et de la promotion des secteurs productifs, l'ensemble des questions de coopération et de partenariat entre la Mauritanie et cette institution financière internationale ont été examinées tout comme les moyens à même de développer ce partenariat dans

l'intérêt des deux parties.

La délégation mauritanienne à ces discussions est composée du ministre des affaires économiques et la promotion des secteurs productifs Ousmane Mamoudou Kane, le ministre des finances, Issel mou ould Mohamed M'Badi et le gouverneur de la banque centrale de Mauritanie, Mohamed Lemine O. Dhehbi.

MAURITANIE

Ouverture de la conférence d'accélération du financement des projets d'hydrogène vert en Afrique

Le ministère du Pétrole, des Mines et de l'Énergie a organisé, à Nouakchott, une conférence sur l'accélération du financement de l'hydrogène vert en Afrique, en coopération avec l'African Green Hydrogen Alliance (AGHA), la Green Hydrogen Organization (GH2) et la Banque mondiale.

La conférence de deux jours vise à faire la lumière sur les problèmes de financement des projets d'hydrogène vert en Afrique et étudier les moyens de les faire accélérer. Elle aura également à discuter des transformations décisives nécessaires pour atteindre des résultats avantageux.

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, M. Abdessalam Mohamed Saleh, a expliqué, à cette occasion, que la concrétisation de la stratégie de développement de l'hydrogène vert, qui bénéficie d'un large soutien des partenaires au développement, nécessite la mobilisation d'importants investissements extérieurs dans un court laps de temps.

Il a souligné que la conférence constitue un modèle de coordination entre les gouvernements, les partenaires au développement, les institutions de financement et le secteur privé avant de préciser que les participants étudieront les meilleurs moyens d'accélérer le rythme des investissements dans les projets d'hydrogène vert en Mauritanie et en Afrique.

Les séances du premier jour de la conférence ont connu plusieurs sessions, dont une consacrée au financement des projets pionniers en Afrique. C'est ainsi que les débats ont été centrés sur les modalités de financement des projets pionniers incitatifs et sur ce qui est demandé du secteur privé et des partenaires.

Concernant les recommandations de cette session, M. Bala Mahamane Rabiou, secrétaire général du ministère de l'Énergie et des Énergies Renouvelables du Niger, a souligné la nécessité pour les pays africains d'entrer dans l'industrialisation, expliquant qu'il n'est pas possible de continuer à exporter des matières premières vers les pays industrialisés sans que les pays exportateurs ne bénéficient de leur valeur ajoutée.

La journée a également été marquée par une session portant sur « les obstacles tangibles et les solutions pour le financement de projets d'hydrogène vert en Afrique ». Au cours de cette séance, la discussion a tourné autour des mécanismes de financement nouveaux et innovants pour débloquer le capital requis.

Les intervenants ont salué le potentiel de la Mauritanie dans le domaine des énergies renouvelables et relevé la valeur distinctive des projets développés par la Mauritanie et les avantages compétitifs offerts par ces projets.

FORUM AFRIQUE DU CIAN

Plusieurs délégations africaines attendues pour l'édition 2023

Le Cian, en partenariat avec le journal L'Opinion, organise le mardi 18 avril prochain l'édition 2023 du Forum Afrique. « Business avec l'Afrique : l'heure du New Deal » sera le thème de l'événement, qui se tiendra au Novotel Paris Centre Tour Eiffel.

Le Forum Afrique, organisé chaque année, est devenu un temps fort attendu et reconnu par la communauté des acteurs économiques impliqués en Afrique. Cette édition 2023, placée sous le haut patronage du Président de la République Emmanuel Macron, sera marquée par la participation exceptionnelle de Denis Sassou N'Gusso, Président de la République du Congo, de Ouhoumoudou Mahamadou, Premier ministre de la République du Niger, et de Chrysoula Zacharopoulou, Secrétaire d'Etat, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux pour la République française. Plusieurs pays africains seront représentés par des délégations de haut niveau composées de ministres, d'ambassadeurs, d'agences de promotion des investissements et de dirigeants d'entreprises. Cette année, les pays à l'honneur seront la République du Congo, la République du Niger,

la République du Tchad ainsi que la République démocratique du Congo et la République du Cameroun.

« Nous sommes très heureux de voir que le Forum Afrique attire de plus en plus de délégations africaines et d'entreprises actives sur le continent. Quelques semaines après la visite du Président Emmanuel Macron en Afrique, cette édition 2023 permettra d'échanger de manière concrète et approfondie sur de nombreux secteurs d'activité et de mettre en lumière les réusites économiques qui contribuent au développement de l'Afrique. Nous tenons à remercier L'Opinion ainsi que les partenaires, intervenants, et celles et ceux qui contribuent à faire vivre cet événement depuis tant d'années » a déclaré Etienne Giros, Président du Cian.

« L'édition 2023, c'est un programme riche en plénières et ateliers sur des sujets clés tels que la transition énergétique, la logistique, les infrastructures, l'agriculture mais aussi sur des sujets d'avenir comme la

blockchain et la gestion des talents.

Comme chaque année, nous présenterons notre baromètre des affaires en Afrique et notre magazine co-réalisé avec L'Opinion. Nous attendons un public très nombreux, en présentiel et en ligne puisque nous diffuserons les plénières sur les réseaux sociaux. Nul doute que cette édition sera un succès ! » a ajouté Sandrine Sorieul, directrice générale du Cian.

La séance plénière sera rythmée, alternant tables-rondes, interviews et face à face, qui réuniront des acteurs économiques et institutionnels de premier plan. Elle sera complétée par des ateliers animés par les délégations africaines et les partenaires. Le Cian rassemble et accompagne dans leur déploiement l'essentiel des sociétés françaises investies en Afrique. Ses membres réalisent 80% du volume d'affaires français sur le continent. Le Cian est une force d'influence auprès des décideurs publics et privés, en France en Europe et en Afrique.

SANS LES COUPURES D'ÉLECTRICITÉ Le PIB de l'Afrique du Sud serait aujourd'hui supérieur de 17%

Alors que les centrales à charbon vieillissantes de la compagnie publique Eskom ne parviennent plus à répondre à la demande, les coupures planifiées d'électricité plombent l'économie sud-africaine. Mais la situation devrait s'améliorer progressivement, grâce à des investissements colossaux dans les énergies renouvelables.

Les coupures d'électricité ont causé une réduction du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique du Sud allant de 1 à 1,3% par an, depuis que la compagnie publique de l'électricité Eskom a commencé à procéder à des délestages par roulement en 2007 pour éviter un effondrement total du réseau, selon un rapport publié le 22 mars dernier par la Chambre africaine de l'énergie. Le rapport souligne également que la taille de l'économie sud-africaine aurait pu être au moins 17% plus importante qu'elle ne l'est aujourd'hui, si les délestages n'avaient pas été mis en œuvre.

Les économistes locaux estiment en effet que les coupures planifiées d'électricité coûtent entre 85 et 230 millions de dollars par jour en perte de production, et sapent les efforts pour réduire le chômage endémique qui touche plus de 32% de la population active. Centenaire cette année, Eskom qui fournit plus de 90% de l'électricité du pays, est incapable de répondre à la demande, avec ses centrales à charbon vieillissantes. La compagnie qui traîne des dettes de 23 milliards de dollars, en raison plusieurs décennies de mauvaise gestion et de corruption, ne parvient plus à entretenir ses centrales existantes. Conséquence : des délestages par roulement durant 205 jours ont été enregistrés en 2022.

S'éloigner du « tout charbon »
Intitulé « The state of South African energy 2023 », le rapport précise d'autre part que la première puissance industrielle en Afrique tire 80% de son électricité du charbon. Sur le court et le moyen terme, la part de ce combustible fossile dans le mix énergétique du pays ne devrait pas changer significativement. Cette part devrait baisser légèrement, à 75% en 2025 et à 65% en 2030. La production d'électricité à partir du charbon devrait ensuite continuer à diminuer progressivement pour se situer à 25% seulement du total des capacités installées en 2045.

Parallèlement, la part des énergies renouvelables et du gaz naturel, qui est considéré comme un combustible de transition, devrait croître. Les parts du gaz naturel, de l'oléon terrestre et du solaire devraient atteindre respectivement de 5%, 17% et 7% en 2031. En 2045, ces mêmes sources d'énergie devraient représenter 65% de l'électricité produite dans le pays.

Par ailleurs, le rapport indique que le système avant-gardiste de vente aux enchères des énergies renouvelables lancé le gouvernement pour attirer les investisseurs privés a connu un succès retentissant. Entre 2010 et 2015, quatre appels d'offres ont permis d'attribuer 102 projets d'une capacité globale de 6 gigawatts (GW) à des entreprises privées dans le cadre de ce système baptisé « Programme d'approvisionnement indépendant en énergie renouvelable » (Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Program/REIPPPP).

NAMIBIE

Le gouvernement du Japon sécurise 40 % d'intérêts dans le projet de terres rares Lofdal

En 2020, la société nationale japonaise de métaux Jorgmec a signé un accord pour obtenir jusqu'à 51% d'intérêts dans le projet Lofdal. Une partie des fonds promis a déjà été débloquée, assurant au Japon une participation dans cet actif capable de livrer des oxydes de terres rares sur au moins 16 ans.

En Namibie, l'investissement consacré, au nom du gouvernement nippon, par la société nationale japonaise de métaux Jorgmec, pour le projet de terres rares Lofdal a atteint 10,37 millions de dollars canadiens (7,70 millions \$). C'est l'annonce faite le 11 avril par la compagnie minière canadienne Namibia Critical Metals, propriétaire du projet, qui précise qu'en atteignant le palier des 10 millions de dollars canadiens, Jorgmec peut désormais réclamer 40% d'intérêts dans Lofdal.

C'est en effet l'une des conditions de l'accord de partenariat conclu en 2020 entre Namibia Critical Metals et Jorgmec, en vue d'accélérer le développement du projet. La compagnie minière procède donc actuellement à une restructuration pour officialiser cette participation de 40% avant de passer à la prochaine phase de l'accord qui verra

Jorgmec investir 10 millions de dollars canadiens supplémentaires pour porter ses intérêts dans le projet à 50%. La société japonaise peut en outre dépenser à nouveau 5 millions de dollars canadiens pour devenir l'actionnaire majoritaire avec 51% des parts. Elle dispose enfin d'un droit de préemption sur l'achat de la future production de terres rares de Lofdal, aux prix du marché.

« Lofdal est clairement un investissement stratégique important pour Jorgmec et le Japon, qui cherchent à réduire leur dépendance à l'égard de la Chine pour l'approvisionnement en métaux lourds de terres rares », explique Darrin Campbell, président de Namibia Critical Metals.

La réduction de la dépendance vis-à-vis de la Chine qui domine le marché mondial des terres rares, est en effet un impératif de la politique commerciale japonaise depuis 2011, après que Pékin a imposé un embargo à l'archipel pour protester contre l'arrestation d'un capitaine de bateau chinois en septembre 2010. D'ici 2025, Tokyo vise donc moins de 50% de ses importations de terres rares en provenance de Chine, contre plus de 90% il y a 13 ans.

ANGOLA

Emission d'un milliard \$ d'obligations durables après l'amélioration des conditions du marché

Luanda n'a pas sollicité le marché international de la dette depuis 2019, en raison de la hausse des taux et de l'amélioration de la situation de ses finances publiques, dans un contexte de hausse des prix du pétrole.

L'Angola envisage l'émission d'obligations durables d'un montant allant jusqu'à un milliard de dollars après l'amélioration des conditions du marché, a rapporté Reuters, le jeudi 13 avril, citant la ministre angolaise des Finances, Vera Daves de Sousa (photo). « La prochaine émission de dette souveraine portera sur des obligations durables », a déclaré Mme de Sousa en marge de sa participation aux réunions de printemps du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, qui se tiennent depuis lundi à Washington.

La ministre a également indiqué que Luanda attendrait l'amélioration des conditions du marché pour lancer cette émission.

« Nous sommes très prudents quant au moment d'entrer sur les marchés parce que nous voulons stabiliser notre dette », a-t-elle souligné, indiquant que le gouverne-

ment a déjà approuvé un cadre réglementaire régissant l'émission d'obligations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG).

A l'instar de la plupart des autres pays du continent, l'Angola n'a pas sollicité le marché international de la dette en 2022, en raison de la hausse des taux d'intérêt et de l'amélioration de la situation de ses fi-

nances publiques dans un contexte de hausse des prix du pétrole. La dernière émission d'euro-obligations effectuée par ce pays producteur de brut remonte à 2019. Les obligations durables sont des titres de dette dont le produit net est exclusivement utilisé pour des opérations de financement ou de refinancement de projets à la fois environnementaux et sociaux.

EGYPTE

Les recettes du canal de Suez ont augmenté de 35% au 1er trimestre 2023, à 2,3 milliards \$

Le canal artificiel reliant la Méditerranée à la mer Rouge brasse plus de 10% du commerce maritime mondial, et représente l'une des premières sources de devises du pays.

Les revenus du canal de Suez ont atteint 2,3 milliards de dollars au premier trimestre 2023, enregistrant ainsi une hausse de 35% par rapport à la même période de 2022, selon des données dévoilées, mardi 11 avril, par l'Autorité du canal de Suez (SCA).

Le nombre des navires qui ont traversé cette voie navigable reliant la Méditerranée à la mer Rouge entre le 1er janvier et le 31 mars de l'année en cours a augmenté

de 20%, comparativement à la même période de l'année précédente, a-t-on ajouté de même source.

Un record de 107 navires transportant 6,3 millions de tonnes de marchandises a été enregistré le 13 mars dernier.

Le canal de Suez brasse plus de 10% du commerce maritime mondial et représente l'une des premières sources de devises pour l'Égypte, dont l'économie subit de plein fouet les contrecoups de la guerre en Ukraine.

Le Caire s'attend à ce que les recettes de cette voie navigable d'environ 190 km de long atteignent 8,7 milliards de dollars en 2023 contre 7,93 milliards en 2022.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

À LA PLUS GRANDE FOIRE COMMERCIALE DE CHINE

Les exportateurs s'inquiètent de l'économie mondiale

Les exportateurs chinois qui exposent leurs produits à la plus grande foire commerciale du pays ont déclaré que la faiblesse de l'économie mondiale nuisait à leurs entreprises, et que nombre d'entre eux gélaient leurs investissements et que certains réduisaient leurs coûts de main-d'œuvre en conséquence.

L'ambiance morose qui règne à la foire de Canton, dans la ville méridionale de Guangzhou, suggère que le bond inattendu des exportations chinoises en mars pourrait être dû au fait que les exportateurs rattrapent les commandes retardées l'année dernière par les restrictions imposées par le COVID, plutôt qu'à un regain de vigueur de l'économie.

La première grande manifestation commerciale depuis que la Chine a brusquement baissé les restrictions COVID et rouvert ses frontières intervient alors que la forte hausse des coûts d'emprunt aux États-Unis et en Europe pèse sur la demande de produits fabriqués en Chine. Kris Lin, représentant du producteur d'ampoules de Noël Taizhou Hangjie Lamps, a déclaré que les commandes de cette année étaient jusqu'à présent inférieures de 30 % à celles de l'année dernière.

"Les difficultés de l'année dernière provenaient de la logistique et des disruptifs de production, mais le gouvernement local a aidé à résoudre les problèmes. Il s'agit d'un problème interne. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à des problèmes externes. Nous ne pouvons pas les résoudre", a déclaré M. Lin.

"Cette année sera la plus difficile pour

nous", a-t-il ajouté, la hausse des coûts de l'électricité due à la guerre en Ukraine réduisant encore davantage la demande de décorations.

M. Lin a déclaré que l'entreprise ne pouvait pas se permettre de vendre à des prix inférieurs, mais qu'elle pourrait chercher à réduire ses coûts de main-d'œuvre. L'entreprise fait appel à des travailleurs contractuels qui sont libérés en septembre ou en octobre, après la livraison des commandes de Noël.

"Si les commandes sont faibles cette année, je libérerai mes travailleurs plus tôt.

Huang Qinjin, directeur des ventes chez Zhong Shan Shi Limaton Electronics, un fabricant de ventilateurs d'extraction, a des idées similaires sur la réduction des coûts après que les commandes ont diminué de moitié au cours du premier trimestre.

"Dans notre usine, les ouvriers travaillent quand il y a des commandes", explique M. Huang. Auparavant, cela signifiait faire des heures supplémentaires même les week-ends, mais il est plus courant cette année que les travailleurs prennent leurs week-ends, a-t-elle ajouté.

Un fabricant d'appareils de rasage de la ville de Ningbo, dans l'est du pays, qui a demandé à rester anonyme pour dévoiler ses projets futurs, a déclaré que l'entreprise avait déjà licencié des travailleurs et qu'elle

baaisserait ses prix dans les mois à venir si les commandes ne s'amélioraient pas.

La détérioration des perspectives pour les travailleurs de l'industrie manufacturière suscitera des inquiétudes chez les décideurs politiques, qui visent à créer 12 millions d'emplois en Chine cette année, contre 11 millions l'année dernière.

Des dizaines de fournisseurs chinois ont déclaré à Reuters qu'ils n'avaient pas l'intention de consacrer beaucoup d'argent à l'amélioration des lignes de production cette année, compte tenu de la faiblesse de la demande.

"Nous n'avons pas l'intention d'augmenter nos investissements", a déclaré Luna Hou, représentant commercial chez Topgrill, qui fabrique des grills d'extérieur et a réduit ses prix de 5 % pour attirer les acheteurs.

Vicky Chen, responsable du commerce extérieur chez le fabricant de prises électriques Qinjia Electric, a déclaré qu'elle ne s'attendait pas à une forte augmentation des ventes lors de la foire, qui se tient jusqu'au 5 mai.

"L'économie mondiale dans son ensemble se porte mal en ce moment, et le salon n'y changera rien.

ENVIRONNEMENT

Le G7 s'engage à réduire à zéro sa pollution plastique d'ici 2040

Les ministres des pays du groupe, réunis au Japon, ont également annoncé vouloir «accélérer» leur «sortie» des énergies fossiles dans tous les secteurs, mais sans se fixer une nouvelle échéance. Les pays du G7 ont annoncé dimanche 16 avril leur intention de réduire à zéro leur pollution plastique d'ici 2040 à l'issue d'une réunion de leurs ministres du Climat, de l'Énergie et de l'Environnement à Sapporo (nord du Japon). Et ce, notamment grâce à l'économie circulaire, à la réduction ou à l'abandon des plastiques jetables et non recyclables. C'est un objectif «ambitieux», s'est notamment félicitée la ministre allemande de l'Environnement Steffi Lemke lors d'une conférence de presse. Les ministres des pays du groupe se sont également engagés à «accélérer» leur «sortie» des énergies fossiles dans

tous les secteurs, mais sans se fixer une nouvelle échéance. Ce nouvel objectif ne concerne pas les énergies fossiles assorties de dispositifs de capture et de stockage du CO2. Les pays du G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie et Canada) se bornent à souligner que cet objectif s'inscrit dans leurs efforts pour atteindre la neutralité carbone énergétique d'ici 2050 «au plus tard».

L'an dernier, le G7 s'était déjà engagé à décarboner majoritairement son secteur de l'électricité d'ici 2035, un objectif reconfirmé dimanche. Signe de leurs négociations difficiles, le G7 n'est pas parvenu à s'engager spécifiquement sur une date de sortie du charbon pour leur génération d'électricité, alors que le Royaume-Uni, soutenu par la France, avait proposé l'échéance de 2030.

Une «avancée» avant la COP28

La décision de sortir de l'ensemble des énergies fossiles marque néanmoins une «avancée forte», a réagi auprès de l'AFP la ministre française de la Transition énergétique Agnès Pannier-Runacher. «C'est un point d'appui important pour pouvoir élargir cette approche» au G20 en Inde et à la conférence de l'ONU sur le climat (COP28) de Dubaï en fin d'année», a-t-elle estimé, «tout en admettant que ces futures négociations mondiales ne vont pas être évidentes».

Le club des principaux pays industrialisés se devait de faire preuve d'unité et de volontarisme après le dernier rapport de synthèse alarmant du groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), publié en mars. Selon le Giec, le réchauffement de la

planète causé par l'activité humaine atteindra 1,5°C par rapport à l'ère préindustrielle dès les années 2030-2035. Ce qui met encore plus en péril l'objectif de l'accord de Paris de 2015 de limiter la hausse des températures à ce niveau, ou du moins bien dessous de 2°C. Le G7 a aussi réaffirmé dimanche son engagement d'œuvrer avec les autres pays développés à rassembler 100 milliards de dollars par an pour les pays émergents contre le réchauffement climatique, une promesse datant de 2009 et qui devait initialement être tenue dès 2020. Un sommet pour améliorer l'accès aux financements des pays en développement en matière climatique, un point sensible et crucial pour une réussite de la COP28, est notamment prévu fin juin à Paris.

PÉTROLE

Le fonds souverain saoudien double sa participation à 8% dans Aramco

L'État saoudien reste le principal actionnaire de la compagnie pétrolière après ce transfert, avec une participation de 90,18%. Le fonds souverain d'Arabie saoudite a doublé à 8% sa participation dans le capital du géant pétrolier Aramco, après le transfert d'une nouvelle tranche d'actions à une compagnie entièrement détenue par le Fonds d'investissement

public (PIF), a indiqué dimanche l'agence de presse officielle SPA. Le prince héritier et dirigeant de facto du royaume, Mohammed ben Salmane, a annoncé le «transfert de 4% des actions de Saudi Aramco appartenant à l'État à la Saudi Arabian Investment Company (Sanabil Investments), une société détenue à 100% par PIF», a ajouté SPA dans

un communiqué. Le même nombre d'actions avait été transféré l'année dernière au PIF, représentant à l'époque 80 milliards de dollars. Cette nouvelle opération «inscrit dans le prolongement des initiatives sur le long terme visant à stimuler et à diversifier l'économie saoudienne», et renforce «la position financière et la note de crédit du PIF» dirigé par le

prince héritier, a précisé l'agence. L'État saoudien reste le principal actionnaire de la compagnie pétrolière après ce transfert, avec une participation de 90,18%. Le puissant prince héritier saoudien mène un vaste programme de réformes visant à réduire la dépendance du royaume au pétrole, dont il est le premier exportateur mondial.

CHINE/APRÈS LA LEVÉE DU ZÉRO COVID

Rebond attendu du PIB au 1er trimestre

La Chine devrait annoncer mardi un rebond de sa croissance au premier trimestre, le pays désormais libéré de ses restrictions sanitaires anti-Covid ayant largement redémarré son économie qui reste toutefois menacée sur plusieurs fronts, selon des experts.

Le pays a levé en décembre ses draconniennes mesures contre le Covid-19, qui portaient depuis 2020 un rude coup à l'activité, en raison de confinements à répétition, de tests PCR quasi-obligatoires plusieurs fois par semaine et d'importantes restrictions aux déplacements.

Un groupe de 11 experts interrogés par l'AFP table en moyenne sur une hausse de 3,8% sur un an du produit intérieur brut (PIB) de la deuxième économie mondiale, sur la période janvier-mars. Il y a un an, le PIB avait rebondi au premier trimestre malgré les soubresauts du Covid (+4,8%). Il s'était tassé en fin d'année (+2,9% au quatrième trimestre 2022).

Pour la première fois depuis 2019, les chiffres officiels qui seront dévoilés mardi, avec une série d'autres indicateurs économiques, évalueront un trimestre complet sans l'impact de restrictions sanitaires.

"La reprise est réelle mais elle n'en est qu'à ses débuts", souligne l'économiste Larry Hu, de la banque d'investissement Macquarie.

"Elle sera graduelle, en grande partie à cause d'un manque de confiance" des consommateurs, qui alimente en retour une "réticence" des entreprises à davantage embaucher, relève M. Hu.

Immobilier fragilisé. Les ventes au détail, principal indicateur de la consommation des ménages, ont connu quatre mois de contraction avant de finalement rebondir en janvier-février. Les chiffres du mois de mars, qui seront publiés mardi, sont très attendus par les économistes.

Ces derniers semaines, les Chinois retournent dans les restaurants, recommencent à prendre le train ou l'avion, contribuant à relancer les services.

Mais "les ménages ont la mémoire longue et il leur faudra du temps pour oublier les difficultés" de ces dernières années et retrouver un niveau de dépenses prépandémie, estime l'économiste Harry Murphy Cruise, pour l'agence de notation Moody's.

Et de relever que près de 60% des ménages en ville souhaitent davantage épargner qu'investir ou consommer, selon une enquête de la banque centrale chinoise. Ils étaient environ 45% avant la pandémie.

La crise immobilière continue par ailleurs à "poser problème" à la croissance, souligne Teeuw Mevissen, analyste chez RaboBank. L'immobilier, qui représente avec la construction environ un quart du PIB de la Chine, avait été un moteur clé de la reprise après la première vague épidémique en 2020.

Mais le secteur est fragilisé par une faible demande, au moment où de nombreux promoteurs luttent pour leur survie dans un contexte de méfiance et de baisse des prix de la pierre.

La situation tend toutefois à s'améliorer partiellement avec un soutien des autorités au secteur, qui a permis une stabilisation des prix en mars, selon les derniers chiffres samedi du Bureau national des statistiques (BNS).

Tensions et inflation

Les tensions géopolitiques avec les États-Unis, la menace de récession dans les principales économies et l'inflation au niveau mondial vont également peser ces prochains mois sur la croissance de l'atelier du monde, préviennent des analystes.

La Chine vise 5% de croissance cette année, un objectif qui pourrait être difficile à atteindre, a averti le Premier ministre chinois Li Qiang.

Le chiffre officiel de la croissance en Chine, éminemment politique et sujet à caution, n'en reste pas moins toujours scruté de près compte tenu du poids du géant asiatique dans l'économie mondiale.

Les experts interrogés par l'AFP tablent cette année sur une croissance en Chine de 5,3%, une estimation proche de celle du Fonds monétaire international (5,2%).

L'an dernier, le PIB du géant asiatique avait progressé de 3%, loin de l'objectif officiel de 5,5%, et à l'un des rythmes les plus faibles depuis quatre décennies.

APRÈS DES INDICATEURS MITIGÉS Wall Street termine de peu en territoire négatif

La Bourse de New York a terminé de peu en territoire négatif vendredi après des indicateurs d'activité mitigés aux Etats-Unis qui ne devraient pas décourager la Fed de relever encore une fois ses taux d'intérêt début mai. L'indice Dow Jones a cédé 0,42% à 33.886,47 points, le Nasdaq, à dominante technologique, a perdu 0,35% à 12.123,47 points et le S&P 500 a reculé de 0,21% à 4.137,64 points.

JAPON

La Bourse de Tokyo en hausse derrière Wall Street

La Bourse de Tokyo progressait vendredi dans le sillage du rebond de Wall Street la veille, où des signes d'apaisement de l'inflation aux Etats-Unis font espérer une pause dans les hausses de taux de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice vedette Nikkei gagnait 1,04% à 28.450,13 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix progressait de 0,39% à 2.015,78 points. Selon l'indice PPI des prix à la production aux Etats-Unis publié jeudi, les prix de gros ont reculé de 0,5% sur le mois de mars, soit leur baisse la plus importante depuis trois ans, essentiellement à cause d'un recul des prix de l'énergie.

« La combinaison des bonnes nouvelles en matière d'inflation et de ralentissement du marché de l'emploi est encourageante.

Cela renforce l'idée que la Fed pourrait être » à la fin de son cycle de hausses, a commenté Stephen Innes dans une note de SPI Asset Management.

Le géant japonais du prêt-à-porter Fast Retailing voyait son titre s'envoler de 9,58% à 33.170 yens. Le propriétaire des magasins Uniqlo a annoncé jeudi un bénéfice opérationnel et des ventes record sur le semestre écoulé et relevé ses objectifs annuels 2022/23, s'attendant à une reprise en Chine au second semestre après avoir profité au premier du dynamisme d'autres pays.

L'indice des valeurs vedettes affiche toutefois sa quatrième semaine positive d'affilée. Plusieurs grandes banques américaines ont dévoilé vendredi des résultats confortables pour le premier trimestre grâce notamment à la hausse des taux d'intérêt, semblant avoir évité la contagion des remous qui ont ébranlé les banques régionales début mars. Le secteur bancaire a été un des rares à conclure dans le vert (+0,96%) à Wall Street.

Dans le même temps, plusieurs indicateurs d'activité publiés vendredi aux Etats-Unis ont refroidi les investisseurs, dont les ventes au détail en mars qui ont reculé de 1%, plus que prévu.

« Les ventes au détail ont été faibles et décevantes », surtout du fait de la baisse des coûts de l'essence mais aussi d'un recul des ventes automobiles, a souligné Chris Low de FHN Financial.

Un autre indice a fait état d'une activité mitigée le mois dernier, celui de la production industrielle.

Celle-ci ressort en progression à +0,4%, plus que prévu, mais c'est seulement à cause de la demande de chauffage qui a dopé l'indice de production des services publics alors que celui de la production

manufacturière a reculé de 0,5%.

Enfin l'Université du Michigan a publié sa première estimation de la confiance des consommateurs américains pour avril.

Si celle-ci s'est améliorée à 63,5 points (+2,4%), les attentes des consommateurs pour l'évolution de l'inflation ont en revanche empiré. Ils voient désormais la hausse des prix atteindre 4,6% cette année alors qu'ils l'espéraient à 3,6% le mois dernier.

Malgré ces signes négatifs, un des gouverneurs de la Réserve fédérale (Fed) Christopher Waller, a plaidé vigoureusement pour une ou plusieurs hausses supplémentaires des taux d'intérêt.

« Le marché du travail reste solide et assez tendu, et l'inflation est bien supérieure à l'objectif, de sorte que la politique monétaire doit être encore resserrée », a déclaré M. Waller.

Sur le marché obligataire, les rendements sur les obligations du Trésor à deux ans sont repassées au-dessus des 4% à 4,09% à 20H30 GMT contre 3,96% la veille. Ceux à dix ans ont grimpé à 3,51% contre 3,44% jeudi.

Du côté des résultats bancaires, JPMorgan Chase s'est envolée (+7,55% à 138,73 dollars) après avoir annoncé pour le premier trimestre une hausse de son bénéfice net

sur un chiffre d'affaires record, à la faveur de taux d'intérêt plus rémunérateurs.

Citigroup a grimpé de 4,78% après avoir dévoilé des résultats pour le premier trimestre supérieurs aux attentes, profitant également de taux d'intérêt plus élevés. Goldman Sachs a été entraînée à la hausse (+1,44%).

Le groupe d'assurance santé United Health a vu son titre chuter de 2,74% malgré une hausse de son chiffre d'affaires et du bénéfice net par action au premier trimestre. Un autre groupe d'assurances, Travelers, a cédé aussi 2,79%.

Les grands noms de la "tech" ont connu des fortunes diverses, Microsoft cédant 1,28% tandis qu'Alphabet (Google) a avancé de 1,17%.

Ailleurs à la cote, l'avionneur Boeing, a freiné le Dow Jones, décrochant de 5,56% à 201,71 dollars.

Le constructeur aéronautique a prévenu jeudi que les livraisons de son avion-vedette, le moyen-courrier 737 MAX, allaient être temporairement perturbées pour des problèmes de qualité sur des pièces fournies par Spirit Aerosystems. L'action de ce fournisseur a chuté de plus de 20%.

POINT MARCHÉS

L'Europe finit en hausse avec les banques, record du CAC

Les Bourses européennes ont fini dans le vert vendredi, les bons résultats des banques américaines et la perspective d'une pause dans le cycle de hausses des taux de la Réserve fédérale (Fed) ayant permis au Stoxx 600 d'atteindre un pic de plus d'un an. Le CAC 40 .FCHI (+0,52%) n'est pas en reste en matière de record puisque l'indice phare de la Bourse de Paris a inscrit un nouveau plus haut absolu à 7.533,41 points et en clôture à 7.519,61. Le Footsie britannique FTSE a gagné 0,36% et le Dax allemand .GDAXI a avancé de 0,5%.

L'indice EuroStoxx 50 .STOXX50E a fini en hausse de 0,63%, le FTSEurofirst 300 .FTEU3 de 0,49% et le Stoxx 600 .STOXX de 0,58%.

Ce dernier a enregistré sa cinquième séance consécutive dans le vert pour clôturer à 466,91 points, après un plus haut depuis février 2022 à 468,05. Le regain d'appétit pour le risque qui anime les marchés depuis plusieurs jours s'explique en grande partie par la perspective que la Fed puisse cesser la remontée de ses taux d'intérêt à partir de juin, puis même

entamer une baisse d'ici la fin de l'année.

Ce scénario auquel s'attache bon nombre d'investisseurs a été alimenté par l'annonce cette semaine aux Etats-Unis du ralentissement des prix à la consommation, de la baisse inattendue des prix producteurs et d'une augmentation des inscriptions au chômage. Parmi les statistiques du jour, les ventes au détail ont reculé plus qu'attendu le mois dernier aux Etats-Unis, ce qui suscite des préoccupations sur l'évolution de l'économie.

« Les risques de récession augmentent et les pressions inflationnistes se modèrent, ce qui, selon nous, amènera la Fed à faire marche arrière au quatrième trimestre », a déclaré James Knightley, chef économiste chez ING.

Christopher Waller, gouverneur de la Fed, a toutefois souligné qu'il restait du chemin à faire pour ramener l'inflation à l'objectif et que le maintien d'une politique monétaire ferme serait plus longue que ne le prévoient les marchés.

Au moment de la clôture euro-

péenne, les principaux indices de Wall Street perdaient de 0,3% à 0,6%, les chiffres décevants des ventes au détail prenant le pas sur les résultats meilleurs que prévu d'un trio de banques. JPMorgan JPM.N grimpait de 7,21%, Citigroup de 2,96% et Wells Fargo grignotait 0,1% après avoir publié toutes les attentes, signalant la résilience de leurs activités malgré la crise qu'a traversé le secteur en mars. Les banques européennes ont profité des bonnes performances de leurs concurrentes américaines. A Paris, Crédit agricole CAGR.PA, BNP Paribas BNPPA et Société générale SOG.NA ont pris de 2,30% à 3,63%. L'indice sectoriel .SX7P (+3,04%) a signé la plus forte hausse du jour.

Au lendemain du bon accueil réservé aux ventes trimestrielles de LVMH, la publication par Hermès HRMS.PA d'une augmentation du chiffre d'affaires supérieure aux attentes a été saluée par un gain de 1,52% son cours en Bourse. L'action du sellier a atteint un nouveau pic, à 1.984,60 euros, de même que LVMH

LVMH.PA (+1,01%) à 894,90. Alstom ALSO.PA a baissé de 3,01% après l'annonce du départ de son directeur financier et un abaissement de conseil de Deutsche Bank à "conserver".

Côté fusion et acquisition, Dechra DPH.L s'est envolée de 33,07%, le fabricant britannique de produits pharmaceutiques vétérinaires ayant déclaré être en discussions avec le fonds EQT en vue d'une possible offre d'achat à 4,63 milliards de livres (5,23 milliards d'euros).

Sur le marché obligataire, les rendements des emprunts d'Etat européens ont fini en hausse à l'idée que la Banque centrale européenne poursuivra son resserrement monétaire plus longtemps que la Fed. Le dix ans allemand a inscrit son plus haut niveau depuis mi-mars à 2,432%. Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans monte de plus de 3,5%. Le dollar se dirige vers une nouvelle baisse hebdomadaire alors que les cambistes s'attendent à une fin imminente du cycle de hausse des taux de la Fed.

ALORS QUE L'ÉCONOMIE RALENTIT

Pourquoi le CAC 40 bat record sur record

L'indice parisien bénéficie d'un alignement de planètes, avec la réouverture de l'économie chinoise, les résultats d'entreprises excellents et des anticipations favorables sur la politique monétaire.

En l'espace d'un peu plus d'un an, l'ambiance a changé du tout au tout sur le marché. Ce vendredi, le CAC 40 a établi un nouveau record en séance, à 7.509,34 points peu avant 12h. Cela fait désormais plusieurs fois cette année que le baromètre principal de la Bourse de Paris repousse ses sommets. Il y a un encore an, l'indice enchaînait les baisses prononcées, alors que l'éclatement du conflit en Ukraine grippait logiquement les marchés. La guerre n'a depuis pas cessé, et l'environnement économique, bien que meilleur que redouté initialement par les économistes en Europe, reste peu engageant. Comment expliquer alors que le marché repousse ses sommets sans cesse ses sommets? Voici quelques éléments de réponse

• La Chine rouvre son économie

A la fin de 2022 et au tout début de 2023, la Chine, deuxième puissance économique mondiale, a retiré ses dernières restrictions sanitaires, mettant de facto fin à une politique zéro-Covid ultra-pénalisante pour son activité. Ce qui a évidemment porté les groupes du CAC 40, notamment le luxe, la Chine talonnant les Etats-Unis comme premier marché du mondial du secteur. Or, les trois plus importants groupes du CAC 40 en termes de capitalisation (c'est-à-dire la valeur totale en Bourse de leurs actions) sont des groupes de luxe ou affiliés à ce secteur: LVMH, L'Oréal et Hermès.

« La réouverture de la Chine a été le gros catalyseur du secteur car le CAC 40 est composé d'entreprises internationales donc tournées vers les sujets de croissance mondiale, ou encore de secteurs décotés, avec des valorisations faibles, comme l'automobile, et qui sont donc sensibles à ces thématiques de croissance », souligne Alexandre Baradez d'IG France. L'analyste de marché estime toutefois que ce vent porteur a désormais été "pleinement joué" par le marché et qu'il faut donc désormais surveiller le rythme de réouverture de la Chine.

• Les résultats d'entreprises ont été bons

Le CAC 40 sort d'une séquence de publications de résultats annuels, c'est-à-dire au titre de l'exercice 2022, qui s'est avérée très satisfaisante malgré un cocktail d'éléments difficiles l'an passé», note Alexandre Baradez. Pléthore de groupes ont annoncé des bénéfices records, parmi lesquels LVMH, TotalEnergies, BNP Paribas, Stellantis ou encore Saint-Gobain qui avait signé des plus hauts historiques sur absolument tous ses indicateurs.

Certes, les records peuvent être anticipés par les marchés et peuvent même parfois décevoir les investisseurs, lorsque ces derniers anticipaient des résultats encore plus forts. Mais cela n'a globalement pas été le cas. Selon un décompte effectué par BFM Bourse, la très grande majorité des sociétés du CAC 40 (26 sur 38 ayant publié des résultats annuels) ont vu leurs cours de Bourse progresser lors de la séance suivant la publication de leurs comptes annuels.

Par ailleurs, les premiers résultats pour le premier trimestre 2023, comme LVMH ou Hermès, sont pour l'instant excellents.

XBOX

Lancement du PC Game Pass en Algérie

Xbox annonce le lancement du "PC Game Pass" ce mercredi 12 avril 2023 en Algérie et dans 40 pays. De ce fait, les joueurs de l'Algérie peuvent accéder dorénavant à des centaines de jeux et jouer avec leurs amis et leur famille, élargissant ainsi la communauté Xbox à un plus grand nombre de joueurs à travers le monde.

"En février, nous avons présenté en avant-première le PC Game Pass dans 40 nouveaux pays, et la réaction a été formidable", a déclaré Jerret West, CVP Gaming Marketing, Xbox. "Nous remercions tous les joueurs qui se sont prêtés au jeu pour tester l'expérience et qui nous ont aidés à façonner la version d'avant-première. Aujourd'hui, nous sommes heureux d'annoncer que tous les joueurs de ces pays peuvent désormais rejoindre la communauté PC Game Pass." Afin de célébrer ce lancement, Xbox propose aux nouveaux membres de l'Algérie une offre spéciale de bienvenue pour leurs 3 premiers mois pendant une durée limitée. Les joueurs ayant participé à l'Insider Program recevront également deux mois d'abonnement gratuit au PC Game Pass, sans aucune autre action requise, en guise de remerciement pour leur contribution à façonner l'expérience et pour avoir été parmi les premiers membres du PC Game Pass dans leur pays. Cette offre sera disponible directement sur leurs comptes dans les jours à venir. Avec le PC Game Pass, les joueurs ont un accès immédiat à une bibliothèque de



centaines de jeux sur Windows depuis l'application Xbox sur PC. Cela inclut les nouveautés Xbox Game Studios dès le premier jour de leur lancement, les jeux mythiques de Bethesda, une adhésion à EA Play et des avantages réservés aux membres de RiotGames dont League of Legends et Valorant. Les membres peuvent jouer à des jeux tels que Forza Horizon 5, Sea of Thieves, Grounded, Age of Empires IV, FIFA 22 et bien d'autres, ainsi qu'à de nouveaux jeux qui sont réguliè-

ment ajoutés, tels que Minecraft Legends, prévu pour le 18 avril, Redfall, pour le 2 mai, et Starfield, pour le 6 septembre. Les nouveaux membres souhaitant souscrire au PC Game Pass peuvent se renseigner sur les tarifs locaux et les modalités d'inscription sur xbox.com/pcgamepass. Les joueurs peuvent parcourir et jouer, se connecter et discuter avec leurs amis en téléchargeant l'application Xbox sur PC.

ET MAINTENANT, L'IA GÉNÉRATIVE DE VIDÉOS À PARTIR DE TEXTES...

Et ce n'est que le début !

La société chinoise Hengbot a conçu un robot chien qui se déplace et interagit avec son entourage tel un véritable canin grâce à ses membres et son intelligence artificielle perfectionnée.

Si le chien est souvent décrit comme le meilleur ami des humains, adopter un toutou implique aussi de nombreuses corvées. Ramasser les crottes, essuyer la bave, aspirer les poils qui traînent partout... Ceux qui rechignent à accepter les inconvénients mais souhaitent malgré tout une présence canine pourront toujours opter pour Sparky. Développé par la start-up chinoise Hengbot, ce chien robot peut courir, sauter ou encore effectuer des figures tel un vrai cabot, explique le média Robotics and Automation News. Il serait le premier automate canin au monde à disposer de membres «musculo-squelettiques», qui lui permettent de se déplacer de manière plus fluide que d'autres robots du même type, selon son

constructeur. Ainsi, ses jambes possèdent trois degrés de liberté qui disposent chacun d'une position, d'une vitesse, d'une accélération, d'une température, d'une tension, d'une rétroaction de courant et d'une protection indépendantes.

Système d'alimentation modulaire

Sa caméra et son microphone intégrés, associés à son IA, lui permettent d'interagir avec les gens qui l'entourent en répondant à leurs ordres par exemple. Il peut aussi être contrôlé via une application ou une télécommande. Son autonomie est de 50 minutes et son système d'alimentation est modulable, ce qui permet de le mettre à jour «tout comme si vous remplaciez le moteur d'une voiture», explique Hengbot.

VOICI DOLLY 2.0

Il va falloir être patient, mais ça pourrait en valoir la peine...

Databricks vient d'annoncer Dolly 2.0, un nouveau chatbot de type ChatGPT. L'entreprise a publié sous licence libre le code source de l'intelligence artificielle, ainsi que le jeu de données utilisé pour son entraînement. Si ChatGPT est le chatbot de référence, il existe un nombre croissant de compétiteurs. Cela inclut par exemple Bard de Google, basé sur le grand modèle de langage (LLM) LaMDA, ou encore LLaMA de Meta. Un nouveau concurrent est Dolly 2.0 de Databricks. Selon le développeur, il s'agit du premier grand modèle de langage (LLM) entièrement libre, entraîné sur une base de données qui est également libre.

Avec 12 milliards de paramètres, Dolly 2.0 est un peu plus petit que ses rivaux ChatGPT (175 milliards), LaMDA (137 milliards) ou LLaMA (65 milliards).

Cette nouvelle IA est basée sur pythia-12b, un modèle libre de 12 millions de paramètres développée par EleutherAI. Dolly 1.0 a été publié il y a seulement deux semaines, mais cette première mouture était entraînée sur un jeu de données créé pour le modèle Alpaca de l'université de Stanford, qui contient des données issues de ChatGPT. Or, OpenAI interdit tout usage des données produites par son IA pour créer un service rival, ce qui empêche tout usage commercial.

Une base de données créée à la main Pour pouvoir rendre leur intelligence artificielle entièrement libre, les développeurs ont créé leur propre jeu de données pour l'entraîner, baptisé databricks-dolly-15k et composé de 15 000 questions avec leurs réponses originales. Pour ce faire, ils ont tout simplement

monté un concours ouvert aux 5 000 employés de Databricks, ce qui a nécessité une semaine. Cela rend l'IA plus performante que d'autres modèles de langage publiés récemment (comme Alpaca, Koala, GPT4All ou Vicuna) et entraînés sur des réponses de ChatGPT qui incluent des erreurs et hallucinations. Grâce au code source et à la base de données en libre accès, les entreprises et organisations peuvent créer leur propre chatbot spécialisé dans un domaine précis, sans pour autant devoir partager des données sensibles avec des tiers. Selon Databricks, Dolly n'est pas conçu pour être à la pointe de la technologie (autrement dit aussi performant que ChatGPT). La firme espère plutôt contribuer à diversifier et démocratiser les grands modèles de langage.

Meta dévoile une IA capable d'identifier les objets dans les images

Meta vient de publier SAM, une nouvelle IA capable de segmenter les objets dans une image. En plus de représenter un outil graphique puissant, elle pourrait avoir des applications dans la robotique, la réalité augmentée et de nombreux autres domaines.

L'intelligence artificielle évolue à toute vitesse, mais certaines tâches, basiques pour un humain, restent trop compliquées. Les IA peuvent reconnaître les objets dans une image, mais bien souvent ont des difficultés à en définir les bords exacts. Pour résoudre ce problème, Meta, la maison mère de Facebook, vient de publier une nouvelle IA baptisée Segment Anything Model (SAM).

Cette IA est spécialisée dans la segmentation, ce qui signifie définir précisément quels pixels appartiennent à quel objet. Cela permet de créer des masques, autrement dit un tracé du contour des objets. Pour entraîner cette IA, les chercheurs ont créé une base de données contenant 11 millions d'images haute définition, avec un total de 1,1 milliard de masques segmentés. C'est la plus grosse base de données de ce type, 400 fois la taille de ce qui existait auparavant. Selon Meta, cela lui permet de reconnaître une grande variété d'objets, y compris certains qu'elle n'a jamais vus avant.

Le code source et la base de données disponibles en ligne

Meta propose une démonstration publique en ligne, avec des images de la galerie ou en chargeant ses propres photos. Un simple clic sur un objet suffit pour en afficher les contours et l'extraire de l'image. Meta a publié le code source pour son modèle, ainsi que la base de données contenant les masques afin que d'autres chercheurs puissent s'en servir.

SAM aurait de nombreuses applications, comme dans l'édition d'images, ou bien dans la réalité augmentée, où elle pourrait ainsi identifier tous les objets du monde réel. De la même manière, elle permettrait aux robots de mieux percevoir le monde. Elle pourrait également assister dans d'autres tâches, comme aider les agriculteurs à compter leurs vaches, ou encore les biologistes à identifier des cellules au microscope.

**MOTS
CROISÉS**

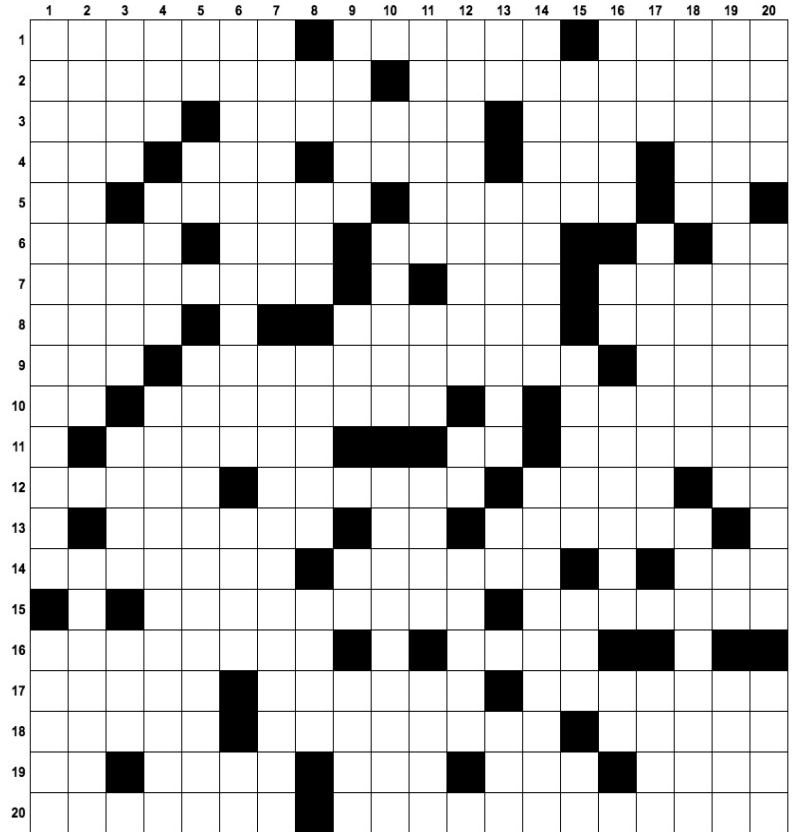
Horizontalement

1 Allons.- Enfants.- De la patrie.2 Le jour de gloire.- Est arrivé.3 Élégance.- Leur vrai nom serait robiniers.- Expira brutalement.4 À Londres.- Sans ornement.- Algue géante.- Darne de cabilaud.- Roi d'Israël.5 Engloutie en Bretagne.- Son capitaine est désormais célèbre.- Petite distance.- Phonétiquement, elle est plutôt bien roulée.6 Etre supérieur.- Roi d'Israël.- Ville de Belgique.- Travaux au lycée.7 Avec elles, ni d'aigus, ni d'obtus.- C'est eux.- Il est aveugle.8 Tranchent les pâtés.- Jolis visages.- Sa plume le nourrit.9 Possessifs.- Ne sont pas bleues.- Accompagne une cassure.10 Gare de l'est.- Délicatesse pour nécrophage.- Une des Comores.11 Piège à loup.- Pour un oubli.- Usinés avec précision .12 Très souvent bourrées en Corse.- A tendance à se ré péter.- Poisson plat.- Note.13 Reliefs.- Un grand singe.- Etat second.14 Passées entre deux portes.- Plantée d'aulnes.- Rarement entendu en salle de mariages.15 Peuvent se dresser facilement.- Ne souffrent pas de caries.16 Circonscriptions pas très laïques.- Bagarre.17 Support de la voûte céleste.- Fin d'écrevisse.- A deux côtés identiques.18 Blindés.- Trop évidents.- Précieux dans la famille.19 Conjonction.- Un grand blanc.- Ile grecque.- Radio.- Scorpion d'eau.20 Un peu brûlés.- Fournisseurs de calories.

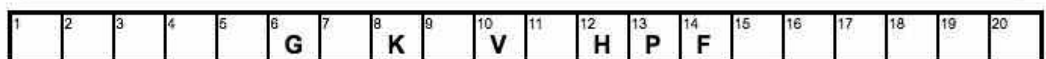
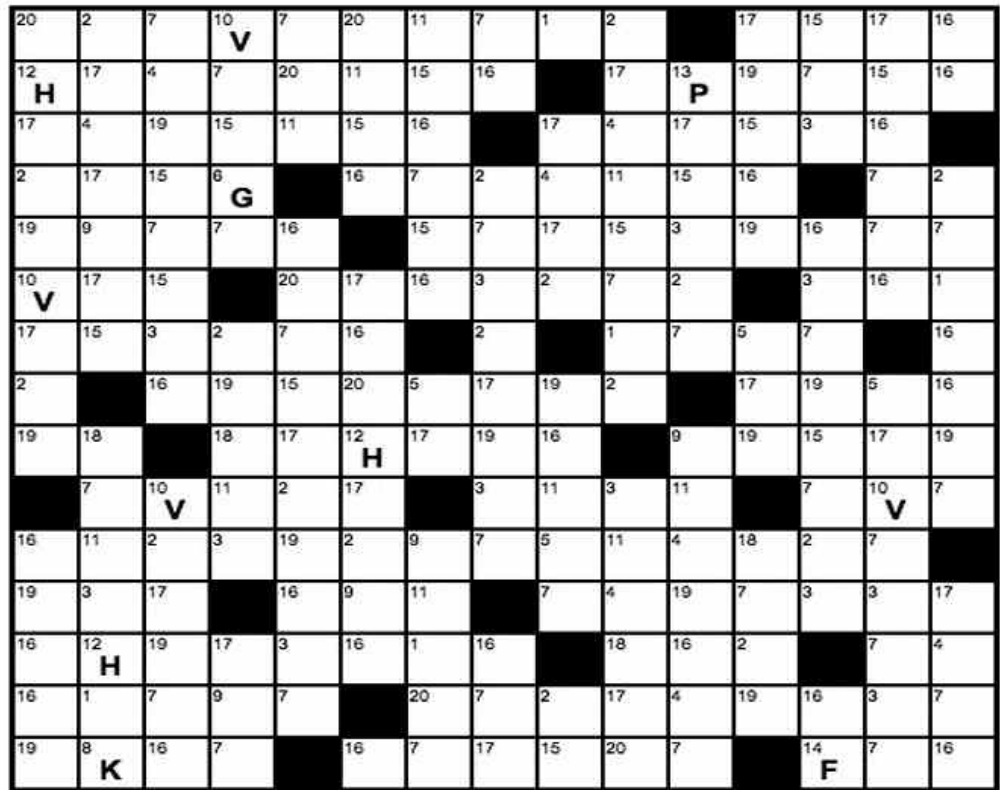
Verticalement

1 Plutôt très gros.- Chiffrer du jour.2 S'expriment mal.- Style agité en musique.3 Tirés en janvier.- Feintées.- Réservoir de grosses têtes.- Morceau de Poinareff .4 Complément de prix.- Sens mauvais.- Douceurs américaines.5 Marque la surprise.- Association d'états.- Adeptes de Diane.6 Ancêtre lointain.- Se coiffent de balles.- Dans l'oeil come dans le sein.7 Humaine .- Devenues rouges.8 Possessif.- Usé.- Collectés

dans des urnes.- Yvan le premier.9 Il marche à l'envers.- A l'entendre, il est sorti des eaux.- A un doigt de plus que l'aï.- Multitude.10 Par exemple.- Association.- Forme de culte.11 Ivre et à la renverse.- Direction.- Sort du feu.- Château de la Belle au Bois dormant.12 Amène un renvoi quand elle est légitime.- Saint de Bigorre.- Lieu de détachement.13 Fin d'infinif.- Unies.- Titane.- Champ de dunes.14 Donne une impression de finesse.- Est avant.15 Ses mâchoires ne mordent pas.- Suite nombreuse.- Jetés sur le tapis.- En altitude .16 Tours de roues.- Il a son jour.- Fine lame.- Coule à Novossibirsk. 17 Grossit le Rhin.- Ont un coup dans l'aile.- V.18 Une pièce anglaise qui a mal tourné.- Ont de solides appétits.- Joué au milieu du terrain.19 Peuvent servir de modèle.- Tête d'oeuf.- Homme sans courage.20 La tête blanche et la queue noire.- Rend plus clair.- Forme d'avoir.



Mots codés



OPEL ASTRA GSE

Fausse sportive, vraie allemande

La version hybride rechargeable de l'Astra fait renaître le badge GSe. Est-ce le signe de l'arrivée d'une ligne de sportives chez la seule marque allemande de Stellantis ?



L'Astra se renouvelle. Relancée l'an dernier après huit ans de sommeil, la compacte d'Opel n'était disponible que dans une seule version essence. Si la motorisation la plus attendue est incontestablement la 100 % électrique, la marque allemande du groupe Stellantis semble vouloir prendre son temps et surtout laisser Peugeot essuyer les plâtres. En effet, l'Astra pourrait être résumée à une cousine très peu éloignée de la 308, le dernier véhicule phare de la marque au Lion. Les deux modèles partagent la même plateforme et de nombreuses pièces, mais

se distinguent par leur design, l'habitacle et quelques réglages de châssis qui donnent un coup de volant différent. En attendant la version 100 % électrique, Opel dévoile donc une version hybride rechargeable (PHEV), sur le même modèle que la 308, et même si elle paraît moins ambitieuse que la déclinaison zéro émission à venir, elle dispose d'un atout qui la rend singulière, un logo GSe.

GSe : tout un symbole
L'avantage des sigles, c'est qu'en fonction des besoins, on peut leur faire dire des choses très différentes. Prenez, par exemple, ces trois lettres, GSe. Pour les

plus nostalgiques, ou les amateurs éclairés, ce badge apparu avec la Commodore au début des années 1970 était le symbole de la sportivité chez Opel. Une sportivité à l'allemande résumée en trois mots : Grand Sport Einspritzung (traduisez grande sportive à injection). Quelques décennies plus tard, ce « e » bien pratique va servir à nouveau la communication de la marque, mais cette fois dans sa transition à l'électrique. Sorti des placards pour les nouvelles hybrides rechargeables (Grandland et Astra), le badge GSe devrait être employé pour distinguer tous les futurs modèles

électriques quelque peu sportifs. Dans le cas de cette Astra (PHEV), toute la question est de savoir si ce sigle est vraiment mérité.

Look timide

La réponse à cette question ne viendra certainement pas du design. La version GSe ne change rien ou presque à la version thermique commercialisée il y a un an. Seuls trois éléments permettent de la distinguer, le badge GSe à l'arrière bien entendu, un logo noir et des jantes spécifiques inspirées de celle du concept Manta GSe ElektroMOD.

ESSAI LEAPMOTOR T03 (2023)

La nouvelle chinoise « mangeuse » de Twingo ?

Twingo électrique, au même prix que la française mais avec une batterie presque deux fois plus importante et un équipement bien plus fourni : c'est la Leapmotor T03. Intéressé ? Leap, en anglais, signifie "bond" ou "saut" : Leapmotor pourrait donc se traduire par "moteur qui bondit"... Celui de cette T03, en l'occurrence, est électrique et fournit 109 ch : pas de quoi faire bondir cette puce de 3,62 m de long, soit exactement la même taille qu'une Twingo électrique, mais suffisant pour accélérer un peu plus fort avec un 0 à 100 km/h avalé en 11,9 s, contre 13 pour la française.

Les performances ne constituent toutefois pas la préoccupation principale de cette chinoise dont la vocation est urbaine. Et dans ce domaine, elle se débrouille assez bien.

Pour commencer, son gabarit lui permet de se faufiler et de se garer facilement, grâce à une bonne visibilité d'ensemble aidée de série par une caméra de recul et à un rayon de braquage correct. La Twingo fait toutefois nettement mieux sur ce dernier point.

Pas de câble de recharge de série !

Dès le premier contact, hélas, la T03 souffre d'un trouble bien agaçant : son bruiteur numérique, obligatoire à faible vitesse sur les voitures électriques pour alerter les piétons, s'entend beaucoup trop à l'intérieur, et il n'y a aucun moyen d'en réduire le volume. Horripilant ! Puisque nous en sommes aux sujets qui fâchent, citons l'absence de câble de recharge de série : assez étonnant pour une voiture électrique ! De même, la radio qui ne fonctionnait pas sur notre modèle d'essai (en tout cas pas en mode DAB), la nécessité de télécharger une application tierce pour accéder à Android Auto, et quelques bizarreries que nous mettons sur le compte de l'exotisme. Ainsi, la climatisation est manuelle mais avec une interface numérique. Et si vous voulez du chaud quand il fait froid, il vous faudra déplacer un curseur vers le rouge et, en plus, appuyer sur la touche PTC, pour Positive Temperature Coefficient. Ça ne s'invente pas !

ASTON MARTIN DBX707 (2023)

Permis de glisser (sur glace) !

James Bond roule maintenant en SUV. Il a ajouté un X à sa DB et un nom de code : 707, comme sa puissance. Aston Martin nous a proposé de voir si nous étions en mesure de jouer son chauffeur sur la glace. 707 ch, 900 Nm de couple, pas loin de 2,3 tonnes et de la glace vive ! Honnêtement, sur le papier, ce n'est pas le cocktail parfait. Pas celui que j'aurais commandé au bar du casino.

Pour l'adepte du light is right, le mélange manque d'un soupçon... d'équilibre. Mais James Bond boit bien son Vesper Martini au shaker, pas à la cuillère. Pour sûr, les ingrédients sont là pour que ça secoue ! 707 ch, c'est tout un symbole !

Même si le DBX 707 s'est depuis peu fait voler le titre de SUV de luxe le plus puissant de la planète par le Ferrari Purosangue – ces Italiens, faut toujours qu'ils en rajoutent –, le chiffre rend humble. Sur-tout associé à une masse plus proche de celle d'une dameuse de piste de ski que d'une Alpine A110 R !

Quand l'instructeur en chef s'apprête à donner le top départ à la première voiture et à son apprentie pilote sur glace de la journée, je me dis que les petits cônes orange et blanc qui tracent le parcours du slalom vont vite valdinguer. D'autant que l'une des premières actions requises pour l'exercice consiste à couper

totalemment les garde-fous électroniques que les nombreuses dérives à venir risquent de faire tourner en bourrique. Sur la glace, il ne faut compter que sur soi, sa douceur, sa capacité à anticiper les actions, et certes un peu aussi sur les quatre roues motrices pour préserver le peu d'adhérence existant.

Mais donner un coup de main à James Bond ne se refuse pas ! La Bugatti Chiron Super Sport 300+ peut savourer son record de vitesse encore ESSAI LEAPMOTOR T03 (2023) : Jesko Absolut débarque pour pulvériser la barre des 500km/h

Tebboune préside une réunion du Conseil des ministres

Le Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen de plusieurs exposés relatif à l'urbanisme, le dessalement d'eau de mer, les sports scolaires, la saison du Hadj 2023 ainsi que des revalorisations des retraites indique un communiqué de la Présidence de la République.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Lundi 17 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

SELON SUISSE TOURISME 2023 sera "l'année des touristes asiatiques"

L'année 2023 sera "l'année des touristes asiatiques", selon le directeur de Suisse Tourisme Martin Nydegger. Le retour des voyageurs en provenance d'Asie devrait débuter au printemps, et non comme d'habitude en été, a-t-il dit dans une interview à la SonntagsZeitung.

La demande devrait se maintenir jusqu'à la fin de l'automne. Elle sera surtout tirée par les visiteurs d'Asie du Sud-Est, selon M. Nydegger, qui a volontairement parlé de voyageurs asiatiques et non chinois. "Avant la pandémie, les touristes chinois représentaient à peine 4% de l'ensemble des visiteurs", a-t-il expliqué. Le responsable s'attend à une augmentation progressive du nombre de voyageurs en provenance de Chine cette année.

Selon lui, de plus en plus de Chinois s'intéressent à un voyage qui ne vise que la Suisse. "Ils ont augmenté leur budget et s'offrent un séjour de meilleure qualité et surtout plus long", affirme-t-il.

ZONE EURO

La croissance des salaires maintiendra l'inflation de base élevée

L'inflation dans la zone euro continuera à baisser, mais la pression sur les prix de base, stimulée par la croissance rapide des salaires, restera élevée pendant un certain temps et ne s'atténuera que lentement, a déclaré vendredi la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde.

"La croissance élevée des salaires, liée au resserrement du marché du travail et à la compensation d'une inflation élevée, soutiendra l'inflation de base en termes de projection, mais elle reviendra progressivement à des taux proches de notre objectif", a-t-elle dit lors d'une réunion à Washington du Fonds monétaire international (FMI).

ACCUEIL DES MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ NATIONALE Les orientations du ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Brahim Merad a mis l'accent, avant-hier samedi à Alger, sur la nécessité de simplifier et d'améliorer les mesures et les conditions d'accueil de la communauté nationale à l'étranger, et ce en concrétisation des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «Il appartient à tout un chacun de se mobiliser, en vue de simplifier les mesures d'accueil de la communauté nationale, en concrétisation des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans l'objectif de faciliter leur déplacement au pays, notamment l'été prochain», a indiqué M. Merad lors d'une visite de travail et d'inspection aux services de la police maritime au port d'Alger.

Le ministre a précisé que le président de la République «a placé le citoyen algérien au centre de ses priorités, d'où l'impératif de prendre en charge toutes ses préoccupations à son arrivée au pays», appelant à «exploiter le temps qui reste avant l'avènement de la saison estivale, en vue de mettre au point tous les préparatifs indispensables à l'accueil des immigrants algériens revenant au pays et à remédier aux insuffisances relevées dans la saison passée».

«Il appartient à tous les services concernés par l'accueil de la communauté, dont les deux corps de la Sûreté nationale et les douanes, de coordonner leurs efforts pour le confort des voyageurs, notamment à travers l'achèvement des formalités d'inspection dans les navires, en vue de réduire la durée d'attente après avoir quitté la gare maritime».

Le ministre de l'Intérieur a auparavant marqué une halte, lors de sa visite à un nombre de services de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), au siège de la Police aux frontières (PAF) à l'aéroport international d'Alger Houari Boumediène, où il a mis en avant la nécessité de faciliter le déplacement des citoyens au niveau des points de passage frontalier, notamment dans les période de pic.

Le ministre a adressé, à l'occasion, des instructions en vue de «multiplier les effectifs des guichets d'accueil, tout en mobilisant les compétences humaines indispensables à l'accueil du nombre prévu d'immigrés et qui devront doubler après les mesures décidées par le président de la République, portant réduction de 50% des prix des billets».

Synthèse R.N.

UKRAINE/CÉRÉALES

L'UE dénonce les décisions unilatérales sur le commerce

La Commission européenne a critiqué dimanche la décision de la Pologne et de la Hongrie de suspendre les importations de céréales et d'autres denrées alimentaires en provenance d'Ukraine, rappelant que la politique commerciale dans l'Union européenne relève de sa prérogative exclusive.

Varsovie et Budapest ont justifié leur décision par le fait que les céréales ukrainiennes qui transitent par leur territoire depuis le début de l'invasion russe et le blocage de certains ports de la mer Noire constituent une menace pour leur propre secteur agricole, une partie significative de ces céréales, moins chères que la production locale, n'étant pas comme prévu exportées vers des pays tiers en raison notamment de difficultés logistiques.

En Pologne, la colère provoquée par cette situation dans les zones rurales qui lui sont habituellement acquises a poussé le parti nationaliste Droit et Justice (PiS) au pouvoir à réagir à l'approche d'échéances électorales, bien que le gouvernement de Varsovie soit un des plus fervents soutiens de l'Ukraine.

La Hongrie, dont le Premier ministre nationaliste Viktor Orban est en revanche proche de Moscou et a refusé de s'associer aux mesures de soutien à l'Ukraine de l'UE et aux sanctions contre la Russie, a de manière moins surprenante emboîté le pas à son voisin.

"Nous sommes au courant des annonces de la Pologne et de la Hongrie concernant l'interdic-

tion des importations de céréales et d'autres produits agricoles en provenance d'Ukraine", a déclaré le porte-parole de la Commission dans un communiqué envoyé par courrier électronique. "Dans ce contexte, il est important de souligner que la politique commerciale relève de la compétence exclusive de l'UE et que, par conséquent, les actions unilatérales ne sont pas acceptables."

"En ces temps difficiles, il est crucial de coordonner et d'aligner toutes les décisions au sein de l'UE", ajoute le communiqué.

L'interdiction polonaise, entrée en vigueur samedi soir, s'appliquera également au transit de ces produits à travers le pays, a déclaré dimanche le ministre du Développement et de la Technologie, Waldemar Buda, sur Twitter. Il a précisé que des discussions auraient lieu prochainement avec les autorités de Kyiv pour élaborer un système garantissant que les céréales ukrainiennes transitant par la Pologne ne restent pas sur le marché local. Selon l'agence de presse ukrainienne Ukrinform, de premières discussions à ce sujet devraient avoir lieu lundi.

D'après les données officielles ukrainiennes, quelque 3 millions de tonnes de céréales quittent l'Ukraine chaque mois via la mer Noire en vertu d'un accord conclu sous l'égide des Nations unies et de la Turquie, alors que 200.000 tonnes sont acheminées à travers la Pologne vers des ports européens.